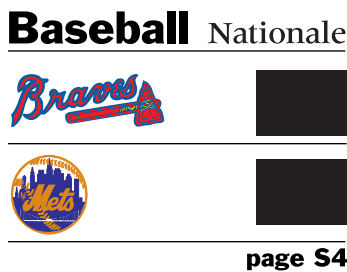




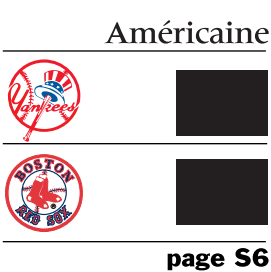
Auto
Un 4x4
modeste et
pratique
page C1



Football
Le dernier jeu
coule les Alouettes
page S3



page S4



page S6

GM: le syndicat propose de créer une alliance

DENIS ARCANO
TORONTO

Est-ce une marque de créativité ou de désespoir?

Incapable de convaincre General Motors de construire plus d'autos à Boisbriand, le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile a offert hier à la compagnie des clauses lui permettant de transformer GM-Boisbriand en co-entreprise avec un constructeur automobile étranger.

« C'est juste une proposition, mais construire des petites voitures à Boisbriand, en co-entreprise avec quelqu'un d'autre, pourrait être une solution », a dit hier le directeur québécois des TCA, Luc Desnoyers, faisant le point sur la sixième journée des négociations triennales avec GM.

General Motors exploite déjà deux co-entreprises de ce genre en Amérique du Nord, une avec Suzuki à Ingersoll, en Ontario (l'usine CAMI), et une avec Toyota à Fremont, en Californie (l'usine NUMI).

Seulement à titre d'exemple, M. Desnoyers a déclaré que le Sud-Coréen Hyundai pourrait être un partenaire possible. Après la fermeture (rapide) de son usine de Bromont, il y a quelques années, Hyundai a vu ses ventes augmenter beaucoup en 1999 au Canada et en particulier au Québec.

Richard Fournier, président de la section 1163 des TCA de Boisbriand, affirme depuis plusieurs mois que GM devrait confier à l'usine québécoise une version nord-américaine de sa filiale européenne Opel, qui excelle dans la fabrication de petites voitures.

GM fait beaucoup d'argent avec ses grosses voitures et ses 4X4, mais elle est notoirement nulle, à chaque fois qu'elle essaie de faire des profits avec ses modèles économiques. Même le modèle Cavalier/Sunfire, plus populaire que ses concurrents japonais durant des années, faisait perdre à GM 1000 \$ US par véhicule vendu.

Voir GM en A2

Louise Arbour choisie Personnalité de l'année



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Le président et éditeur de *La Presse*, Roger D. Landry, a lui-même remis sa plaque honorifique à Louise Arbour, ex-procureur du Tribunal pénal international et maintenant juge à la Cour suprême, à l'occasion du 16^e Gala Excellence de *La Presse*.

« Le millénaire est entre bonnes mains »

MARIE-ANDRÉE AMIOT

C'est avec beaucoup d'émotion mêlée à cette assurance qu'on lui connaît que Louise Arbour a accepté hier soir le prix Personnalité dans la catégorie Courage, humanisme et accomplissement personnel.

« Si j'avais su que je serais accueillie avec autant de gentillesse, je pense que je serais rentrée au pays plus tôt », a confié la nouvelle juge de la Cour suprême aux invités.

Plus tard, en recevant la plaque commémorative la proclamant Personnalité de l'année au 16^e Gala Excellence de *La Presse*, le plus grand honneur de la soirée, Mme Arbour, qui disait être à court de mots, a trouvé le moyen de valoriser son entourage. « En regardant la qualité des gens autour de nous, je crois qu'une soirée comme celle-ci, ça doit nous donner toute la confiance au monde de penser que le nouveau millénaire est en très bonnes mains! »

L'événement, diffusé pour la deuxième année au réseau TVA, réunissait les 52 Personnalités de la semaine de *La Presse* ainsi que divers invités venus célébrer leurs réalisations. Le Gala, une initiative du président et éditeur du quotidien, Roger D. Landry, existe depuis le 100^e anniversaire du quotidien de la rue Saint-Jacques.

Ce sont les principaux dirigeants des universités québécoises sous la présidence de Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, qui choisissent le grand lauréat et les finalistes dans chacune des cinq catégories établies. Pour leur témoigner son admiration et souligner leur courage et leur persévérance devant ces réalisations colossales, M. Landry les convie à un cocktail au champagne qui précède le Gala.

Voir LE MILLÉNAIRE en A2

■ Deux pages de photos en A12 et A13



La FIA voit rouge

Le Finlandais Mikka Hakkinen devrait savoir ce matin s'il a enlevé son deuxième titre consécutif de champion des pilotes de Formule Un. Hakkinen a été déclaré vainqueur du Grand Prix de Malaisie, hier, après la disqualification des Ferrari, à la suite de la découverte d'une anomalie des déflecteurs placés entre les roues avant et arrière des deux bolides rouges.

Nos informations, page S9



Trudeau a 80 ans

Facéties et mondanités ont fait passer Pierre Elliott Trudeau à la légende et, aujourd'hui, alors qu'il célèbre son 80^e anniversaire, l'ex-premier ministre libéral n'est certes pas près d'être oublié. Pour le sénateur Serge Joyal, un ancien ministre libéral, Trudeau n'était pas quelqu'un de facile pour les Québécois parce qu'il les obligeait à se remettre en question.

Nos informations, p. A18 et A19

Femme de théâtre



Nathalie Petrowski
rencontre

LORRAINE PINTAL

Lorraine Pintal n'entre jamais au Café du Nouveau Monde, le bistro du TNM, par le porte principale. Les soirs de fête comme les journées plates et ordinaires, la directrice se glisse dans le bistro par une porte cachée qui communique avec les coulisses du théâtre. Un peu comme si le Café du Nouveau Monde était sa cuisine. Un peu comme si le Théâtre du Nouveau Monde était sa maison.

C'est ici, dans ce lieu qu'elle a renové et agrandi, dans cette institution qu'elle a sortie de la dèche et qui est devenue une sorte de deuxième famille après la petite fa-

mille qu'elle forme avec Maude, sa fille unique, que Lorraine Pintal passe le plus clair de son temps depuis sept ans.

Lorraine Pintal est une femme de théâtre comme d'autres sont des femmes de maison.

Six jours sur sept, dès 8 h du matin jusqu'au lever et parfois le tomber de rideau, on peut l'apercevoir n'importe où au théâtre, autant dans son bureau qu'à l'arrière-scène, autant dans les salles de maquillage qu'à l'étage des fournaies. Les samedis matins, elle se pointe toujours pour les répétitions, même si ce n'est pas elle qui monte la pièce. Idem, les lundis soirs pour les enchaînements. Avant, même les dimanches y pas-

saient. Mais il y a quatre ans, lorsque Maude qu'elle élève seule est entrée dans l'adolescence, sa mère a décrété que les dimanches seraient désormais sacrés. Ce serait le seul jour de la semaine où le TNM devrait se passer d'elle.

Depuis, Lorraine Pintal passe ses dimanches à faire le ménage, la lessive et toutes ces corvées domestiques coulées dans le béton de la réalité qu'elle déteste. Et tous les dimanches, quand Maude s'éclipse avec ses amis, Lorraine Pintal découvre à quel point elle est faite pour le théâtre. À quel point, elle n'a aucun talent pour le train-train gris du quotidien.

■ À lire, l'entrevue en page A7



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Lorraine Pintal

75
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C17
- immobilier C17
- marchandises C18
- emplois C18 et C19
- automobile C19 et C20

- affaires B6
Arts et spectacles
- C9 à C16
- horaire spectacles C10
- horaire télévision C12
Bandes dessinées C19

Bridge C20
Cyberpresse A22
Décès C21
Économie B1, B4 à B9
Êtes-vous observateur? C17

Feuilleton C18
Horoscope B6
Laval A17
Loteries A2 et A14
Monde C8
Mots croisés C6 et S14

Mot mystère C18
Politique A18 à A20
Répliques B3
Rive-Sud A16
Tabloïd Sports
- Mathias Brunet S5

ÉDITORIAL

Méfions-nous
de Washington
- Frédéric Wagnière

page B2

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 8, min. -1
cahier Sports

page 20



La nouvelle CAVALIER
ENSEMBLE VALEUR 2000

Cavalier
4 portes

208\$ /mois*

Location 36 mois
Transport et préparation inclus

OU 1,9% à l'achat**

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux Cavalier 2000 neuves en stock. Sujet à l'approbation du crédit.
* Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison.
Immatriculation, assurance et taxes en sus. Versement initial ou échange équivalent requis de 1 825 \$. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km.
** Taux de financement à l'achat disponible jusqu'à 48 mois. Photo à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

CHEVROLET
Oldsmobile

Suites de la une

GM: le syndicat propose de créer une alliance

GM / Suite de la page A1

« Pour GM, Boisbriand est l'endroit logique où construire des petites voitures, a dit Buzz Hargrove, le président national des TCA. Sur-tout si on regarde comment le prix du pétrole a augmenté depuis quel-ques mois, si on regarde l'ouver-ture qu'on fait à GM pour ce qui est de la production modulaire, si on regarde l'offre du Québec (360 millions en incitatifs divers). »

En fait, la dernière proposition des TCA démontre que le syndicat reconnaît désormais que GM ne bluffe pas quand elle affirme qu'elle n'a pas d'autre modèle à confier à Boisbriand à part les Ca-maro et Firebird qu'elle y assemble déjà. « On commence à les croire », a admis M. Hargrove hier.

De plus, les TCA commencent à regarder au delà de l'échéance (de-main soir à minuit) des négos ac-tuelles pour trouver une solution pour GM-Boisbriand. Une co-en-treprise avec une autre compagnie ne s'organise pas en deux jours. M. Hargrove a promis hier de pousser très fort pour GM-Boisbriand lors du sprint final des négociations, aujourd'hui et demain. Mais il a aussi souligné hier que le sursis d'un an obtenu vendredi n'est pas rien.

D'autre part, le reste des négo-ciations continuent d'aller mal: « La compagnie a réduit un peu (de 1000 à 700) le nombre de mi-ses à pied qu'elle exige, mais tant qu'elle n'abaissera pas ça à zéro, elle aura une grève générale sur les bras mardi soir», a dit M. Hargrove hier. Selon Luc Desnoyers, les con-cessions de GM hier ne changent rien à Boisbriand, où GM veut en-core couper 180 postes.

« Les négociations sont enli-gnées exactement comme en 1996 », a dit M. Desnoyers. En 1996, les TCA ont fait une grève de 22 jours.

10152025

15 409 924\$

Merci!

Objectif 34,5 millions

Centraide du Grand Montréal

493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tél.: (514) 288-1261

PRÉTONS MAIN-FORTE

Pour faire le point sur l'actualité

LISEZ LE CAHIER Plus

CHIQUE SAMEDI DANS La Presse

« Le millénaire est entre bonnes mains »

LE MILLÉNAIRE / Suite de la page A1

Ponctué de numéros d'artistes et animé de nouveau cette année par Guy Mongrain, le Gala s'est dé-roulé avec humour et décorum. L'humoriste Dominique Lévesque avait scénarisé la logistique du spectacle marqué par les contor-sionnistes du Cirque Éloïze, des numéros de Gregory Charles, Oli-ver Jones et Normand Brathwaite ainsi que des présentations de René Simard, Luce Dufault, Na-nette Workman, Sylvain Michel et nombre d'artistes.

Les Personnalités de la semaine ont livré chacune 30 secondes de confidences à des artistes métamor-phosés en intervieweurs. Pour sou-ligner la fin du siècle, on a présenté des capsules relatant des événe-ments survenus un peu partout ces 100 dernières années.

En plus d'avoir été choisie Per-sonnalité de l'année, Louise Ar-bour a reçu le prix de la catégorie Courage, humanisme et accom-plissement personnel. Son travail de procureur du Tribunal pénal inter-national l'aura menée au Rwanda et en ex-Yougoslavie. Depuis le 15 septembre, elle est juge à la Cour suprême du Canada.

Dans la catégorie Affaires, admi-nistration et institutions, le prix a été remis au gestionnaire Jacques Bougie, président de la société APA. Issue de la fusion entre Al-can, Pechiney et Algroup en août, le groupe APA compte 91 000 em-ployés répartis dans 59 pays.

Le jazzman montréalais Oliver



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Élaine Veilleux et son père Gérard Veilleux, président du comité exécutif de *La Presse* et président de Power Communications; Daniel Lamarre, président du groupe TVA; Marie-Josée Saine et Louise Arbour, Personnalité de l'année et juge à la Cour suprême.

Jones a été honoré dans la catégo-rie Arts, Lettres et Spectacle. Après des Félix, des doctorats honorifi-ques et multiples prix conférés au cours de sa carrière échelonnée sur 60 ans, M. Jones tirera sa révérence le 1^{er} janvier 2000 lors d'un concert d'adieu.

Dans la catégorie Sciences hu-

maines, sciences pures et technolo-gie, le choix revient à Pierre Danse-reau, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal qui recevait en mai, son 15^e docto-rat honorifique de l'Université de Montréal. Surnommé « l'écologiste aux pieds nus » pour sa passion pour les recherches sur le terrain, M. Dansereau est reconnu pour être

un pionnier mondial de l'écologie.

Quant à Caroline Brunet, elle remporte les honneurs dans la caté-gorie Sports et loisirs pour la deuxième année après avoir été choisie Personnalité de la semaine ces trois dernières années. Son lot de succès en canoë-kayak où elle continue à rafler les médailles, lui ont permis cet exploit.

L'ouragan *Irene* arrive en Caroline du Nord

Associated Press
WILMINGTON, Caroline du Nord

L'arrivée de l'ouragan *Irene* en Ca-roline du Nord, accompagné de pluies torrentielles et de vents vio-lents, a contraint des habitants des villes côtières de cet État du Sud à évacuer leurs maisons pour la troi-sième fois en deux mois.

Selon la Croix-Rouge, au moins 410 personnes s'étaient installées hier soir dans 40 refuges.

Inondée il y a quatre semaines par le passage de l'ouragan *Floyd*, la côte Est de l'État risque de subir de nouveau des inondations impor-tantes, les prévisions annonçant jusqu'à 20 centimètres de pluie dans certaines régions.

Irene, qui a fait cinq victimes en Floride et deux à Cuba, est le troi-sième ouragan à toucher la Caro-line du Nord en deux mois. L'oura-gan *Floyd* avait causé la mort d'au moins 49 personnes, détruit 6000 maisons et fait des dégâts s'élevant à des milliards de dollars.



à PHOTO AP

L'ouragan *Irene* fait des sinistrés en tous genres. Un chien de prairie détrempé émerge de son terrier au zoo de Palm Beach, en Floride.

Philip s'oppose à tout remariage de Fergie et Andrew

Agence France-Presse
LONDRES

Le prince Philip, époux de la reine Elizabeth II, est farouchement op-posé à toute idée de ramariage de son fils cadet Andrew avec Sarah Ferguson qui en a évoqué la possi-bilité, rapportait hier le *Sunday Ex-press*.

Le journal dominical britannique

affirme que le duc d'Edimbourg a tourné en ridicule les propos de son ancienne belle-fille sur le sujet et cite un proche du prince qui se montre catégorique: « Le remariage avec Andrew ne se produira tout simplement pas. »

« Elle n'arrive pas à se taire. Phi-lip pense également qu'il faut tenir compte du fait que le duc d'York (Andrew) ne veut pas se rema-

rier », affirme ce collaborateur au Palais de Buckingham.

Sarah Ferguson « a décidé qu'il était finalement préférable de reve-nir dans le giron royal plutôt que de rester à l'extérieur, mais il n'y a pas de retour possible. Plus vite elle le comprendra, mieux cela sera », ajoute-t-il.

La duchesse d'York a alimenté les spéculations de la presse popu-

laire en laissant entendre dans une interview au *Times* samedi qu'elle pourrait se remarier avec le prince Andrew.

Depuis leur divorce en 1996, les deux ex-époux se sont largement réconciliés. Ils partagent avec leurs deux filles la même maison, le châ-teau de Sunninghill, bien qu'installés officiellement dans deux ailes différentes de l'édifice.

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.
Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **313**
à quatre chiffres : **2929**

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30;
■ à Montréal: cégep Ahuntsic, agora, 9155, Saint-Hubert, de 9 h 30 à 16 h. Objectif: 150 donneurs;
■ à Montréal: Université de Montréal, pavillon principal, aile U-1, 2900, boul. Édouard-Montpetit, de 10 h à 16 h. Objectif: 100 donneurs;
■ à Saint-Eustache: salle Christ-Roi, 367, rue Godard, de 10 h à 20 h 30. Objectif: 375 donneurs;
■ à Richmond: salle communautaire, 820, rue Gouin, de 13 h à 19 h 30. Objectif: 200 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le sans-fil à bon marché

■ Dans le bombardement de publicités sur les nouveaux forfaits de téléphonie sans fil, les dernières salves du marketing sont presque passées inaperçues. Pourtant, l'escalade des offres récemment déclenchée par Microcell a corsé cette guerre de prix. Le bonheur des consommateurs fera-t-il le malheur des actionnaires des fournisseurs de services de communications sans fil? Sophie Cousineau vous branche sur cette nouvelle réalité, demain, dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

Service Liaison
Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Avez-vous un projet de célébration particulier pour l'arrivée de l'an 2000?

Est-ce une bonne idée de prolonger les heures d'exploitation des bars jusqu'à 8 h du matin lors du passage du nouveau millénaire?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: **64 %**
Non: **36 %**

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Ados disparus

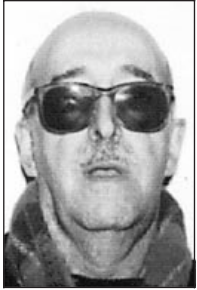
■ Deux jeunes adolescents âgés de 13 et de 14 ans sont disparus en forêt hier après-midi dans la région du lac à la Truite, à La Minerve, dans les Laurentides. Les deux garçons ont quitté le chalet familial vers 14 h pour une randonnée en forêt et ne sont pas revenus. Le lac à la Truite est situé en bordure du parc Papineau-Labelle. Les parents des enfants ont communiqué avec la Sûreté du Québec vers 18 h et des recherches ont été immédiatement entreprises par les pompiers volontaires de l'endroit et par des utilisateurs de véhicules tout-terrains, les patrouilleurs de la SQ vérifiant les chemins forestiers. Au moment de mettre sous presse, l'unité d'urgence de la SQ était en route.

Aucun accident mortel

■ Fait inusité, la Sûreté du Québec n'a signalé aucun accident mortel au cours du week-end sur son territoire. Toutefois, plusieurs accidents avec blessés ont été signalés.

Collaboration demandée

■ La police de la Communauté urbaine de Montréal demande la collaboration du public afin de retracer Lucien Wilcott, 62 ans, disparu depuis le 5 août dernier. M. Wilcott souffre de problèmes psychiatriques et prend normalement beaucoup de médicaments. Le sexagénaire mesure 1,57 m, pèse 72 kg, a les yeux bruns et les cheveux gris. Il porte des lunettes et est habituellement bien habillé. M. Wilcott a été vu la dernière fois au 10620, boulevard Saint-Laurent. Toute personne pouvant aider la police à le retrouver est priée de communiquer avec le sergent-détective Claire-Marie Boucher au 514-280-2209.



Lucien Wilcott

Mise en garde

■ Le célèbre scientifique populaire David Suzuki estime que les Canadiens sont les cobayes d'une étude nationale sur les effets des aliments transgéniques. « Nous faisons l'objet d'une gigantesque expérience, a lancé M. Suzuki hier. Les résultats ne seront connus que lorsque des millions de personnes auront été exposées à ces aliments pendant quelques décennies. » L'avertissement de M. Suzuki clôturait une rencontre de quatre jours de l'Association canadienne des aliments de santé, au cours de laquelle la réglementation des organismes génétiquement modifiés (OMG) a été une question importante. On estime que près de 70% des aliments vendus dans les supermarchés sont génétiquement modifiés. Malgré cela, peu de ces produits portent des étiquettes pour en avertir les consommateurs.

Le BAPE autorise la construction d'un nouveau quartier à Brossard

MARTINE ROUX

Brossard voit grand : considérant que l'espace consacré au développement urbain sur son territoire commence à se faire rare, la municipalité de la Rive-Sud envisage la construction de quatre nouveaux boulevards (Lepage, Lapinière, Chevrier et L-01), le prolongement du boulevard Rome, ainsi que l'élargissement du boulevard Matte.

Avec ces projets, estimés à 40 millions, un nouveau quartier naîtra dans les secteurs non développés situés entre l'autoroute 30, l'autoroute 10 et la voie ferrée du CN. Les nouveaux terrains accueilleraient quelque 2000 logements, tandis que l'autre moitié du territoire serait consacrée aux industries et aux commerces.

Après examen du projet, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), qui rendait public vendredi dernier son rapport d'enquête et d'audience publique, estime que le projet de la municipalité est justifié. Il émet cependant quelques réserves, notamment en ce qui concerne le gabarit des boulevards, qui devrait selon lui tenir compte de la diminution anticipée du taux de croissance de la population.

Joint hier par téléphone, le maire de Brossard, Paul Leduc, s'est réjoui des conclusions du BAPE. « C'est un rapport très positif. Nous faisons déjà, sur papier, des recommandations qui vont dans le même sens que le rapport. Nous sommes tout à fait en accord avec les bémols que soulève le BAPE. » Le nombre de voies de chacun des boulevards — dans la phase finale, certains doivent comporter six voies, d'autres quatre — sera ajusté en fonction de la demande, précise-t-il. « Sur la planche à dessin, nous sommes déjà en train de faire exactement ce qui est recommandé. »

Les gabarits des boulevards, souligne le BAPE dans son rapport, ne devraient pas encourager l'utilisation accrue de l'automobile au détriment du transport en commun.

« Améliorer le transport collectif est une de nos priorités, affirme M. Leduc, également vice-président de la Société de transport de la Rive Sud de Montréal. Par exemple, nous souhaitons que la rue Lapinière, où circulent actuellement les autobus, devienne une rue locale et que les autobus empruntent plutôt le futur boulevard Lapinière, qui serait collé à l'autoroute. C'est déjà dans nos projets et nous avons le concours de la STRSM. »

Les résidents du secteur des Baies craignent par ailleurs la dégradation sonore de leur quartier et l'éventuelle dévaluation de leurs résidences, ont-ils fait valoir lors de l'audience publique. Au contraire, estime le maire, le changement de vocation de la rue Lapinière en artère locale rehaussera la qualité de vie du quartier. Des écrans antibruit seront aménagés pour protéger cette rue de l'autoroute 10, jure Paul Leduc.

Quant aux impacts environnementaux, le projet risque de compromettre la survie d'une espèce végétale menacée d'extinction, le podophylle pelté, et d'une espèce de grenouille rare, la rainette faux-grillon de l'Ouest. Une partie du fossé Daigheault, un riche habitat

faunique à proximité duquel serait aménagé le boulevard Chevrier, devrait aussi être protégé, remarque le BAPE. Enfin, les vestiges archéologiques et le caractère patrimonial du chemin des Prairies devraient aussi faire l'objet d'une attention particulière, concluent les commissaires.

« Aucun problème ! répond le maire. Nous avions déjà commandé les études d'impact environnemental avant l'enquête du BAPE. Nous allons protéger la rainette et la plante, qui sera éventuellement démenagée dans un autre territoire. Nous avons prévu une zone de protection très large aux abords du fossé Daigheault et nous voulons aussi améliorer la qualité de ses eaux. D'ailleurs, nous apportons déjà une protection particulière à la rivière Saint-Jacques, qui se jette dans le fleuve. »

La Ville compte rencontrer prochainement le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, afin de l'informer qu'elle compte respecter les recommandations du BAPE. Le ministre devra ensuite donner son aval au projet avant que Brossard puisse entreprendre les travaux, qui s'échelonneront sur quelques décennies.

Écrits sur grain de riz

MARTINE ROUX

Faites le test : prenez un grain de riz — non cuit de préférence ! — et essayez d'y écrire votre nom.

Impossible ? Nahed Koussa, un père de famille de Fabreville, a pourtant réussi à écrire 33 mots d'affilée sur un minuscule grain d'une dimension de 3,1 mm sur 1,2 mm. Recto-verso s'il vous plaît ! Un exploit qui lui a d'ailleurs valu les honneurs de la célèbre maison Guinness la semaine dernière pour avoir calligraphié le plus long texte sur un grain de riz.

Ingénieur agronome d'origine syrienne, M. Koussa est féru d'art. Peintre amateur, il a notamment participé à diverses expositions de gravures, d'aquarelles et de photographies anciennes. De là à calligraphier un texte... sur un grain de riz ???

« C'est en lisant un bouquin sur la calligraphie que l'idée m'est venue, explique-t-il. J'y ai appris qu'un homme, en 1830, a réussi à écrire 25 mots sur un grain de riz. J'ai voulu tenter l'expérience ! »

C'est lors de vacances en Syrie en juillet dernier que le Lavallois a réalisé son exploit. Le microscopique grain de riz, sur lequel figure un proverbe en arabe tiré de l'Ancien Testament, est depuis lors exposé dans un musée d'Alep. Or, écrire sur si petit support n'est pas une mince affaire. Pour y arriver, Nahed Koussa s'outille simplement d'une loupe et d'un stylo à la pointe aussi fine qu'une aiguille. Deux petites boules de gomme adhésive maintiennent le grain bien en place. Et son riz est prêt... en moins de cinq minutes !

Il faut dire que Nahed Koussa est déjà passé maître ès miniaturisation : en 1988, il a peint à l'aquarelle le plus petit tableau au monde — 2,4 mm sur 1,7 mm — à l'aide d'un simple cure-dent orné de deux poils. Ce qui lui a aussi valu de figurer dans le livre des records Guinness !

Après tout, pourquoi faire grand

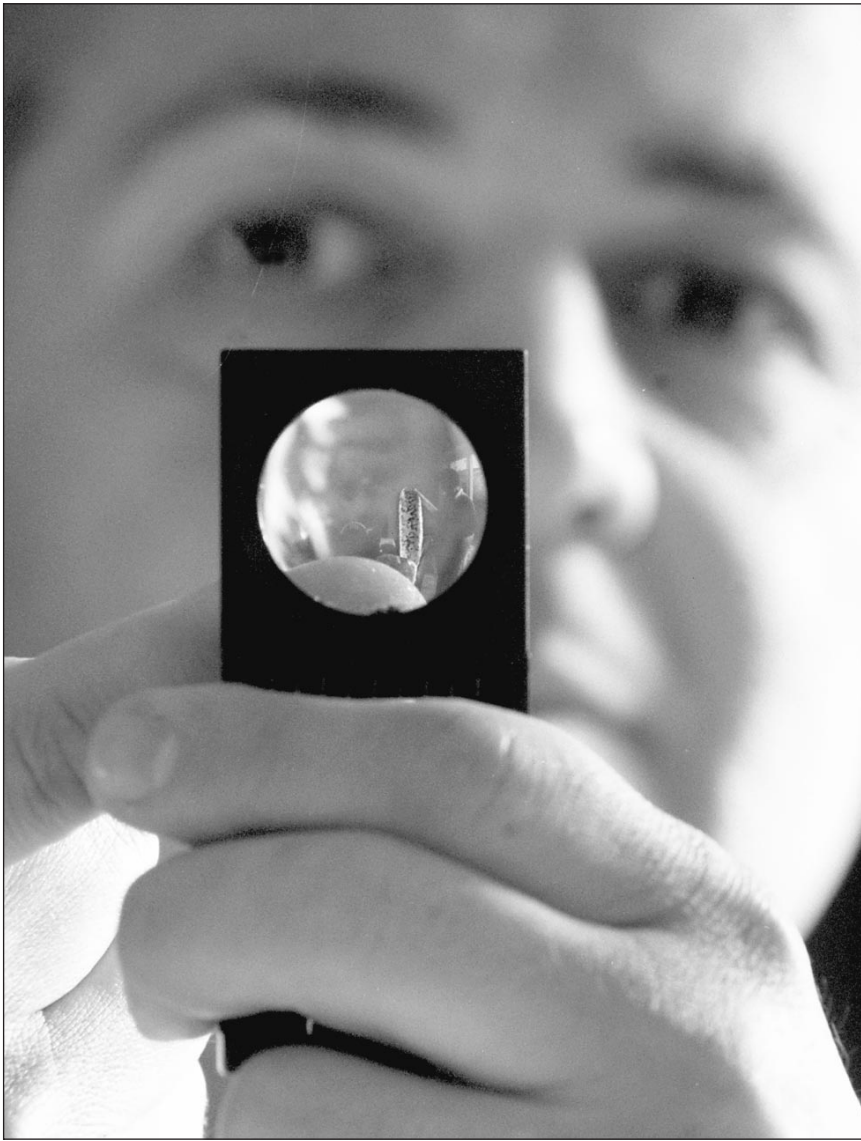


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Nahed Koussa est fier de son exploit, qui lui a valu la bénédiction de la maison Guinness.

quand on peut faire petit ? « Je ne cherche pas à établir des records. Dans ma carrière, j'ai fait beaucoup d'observations au microscope. Je suis aussi plutôt introverti et travailler sur de petits formats correspond bien à ma personnalité. »

Introverti ou pas, Nahed Koussa

ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il travaille présentement à une réplique miniature de l'Évangile selon saint Marc, en langue syriaque de surcroît, qu'il compte offrir au pape lors de sa visite en Terre sainte en mars prochain. Rien de moins !

Blocus de bûcherons du Maine ?

d'après AP
ALLAGASH

Un an après leur blocus d'un poste de douane entre le Canada et les États-Unis, les bûcherons du Maine, toujours outrés par l'embauche de travailleurs canadiens, planifient de nouvelles manifestations.

Plusieurs d'entre eux se sont rassemblés hier le long de la frontière entre le Québec et les États-Unis, à Allagash. Dès aujourd'hui, les bûcherons pourraient bloquer le poste de douane de Saint-Pamphile, dans le Bas-Saint-Laurent, selon Jim Freeman, du regroupement Native Forest Network. Les manifestants pourraient aussi décider d'utiliser d'autres types de moyens de pression.

« Il y aura environ de 30 à 35 personnes », a affirmé M. Freeman. Il a ajouté que les manifestants ne désirent pas en venir à un affrontement.

Selon lui, environ 800 bûcherons canadiens travailleraient dans les forêts de cet État et voleraient ainsi des emplois aux résidents du Maine.

À la suite des manifestations d'octobre 1998, le gouvernement américain devait publier un rapport en septembre dernier, mais cette échéance a été reportée, ajoutant à la frustration des travailleurs forestiers.

Les manifestants estiment qu'on n'a pas offert aux bûcherons du Maine la possibilité de postuler des emplois de travailleurs forestiers disponibles en vertu d'un programme temporaire d'aide en agriculture. Ce programme permettrait, selon eux, à des bûcherons canadiens de travailler aux États-Unis s'il n'y a pas assez d'Américains intéressés par ces emplois. Une enquête a été instaurée à ce sujet.

MONTRÉAL – QUÉBEC ALLER-RETOUR, 13 FOIS PAR JOUR : VOUS POUVEZ DORMIR SUR VOS DEUX OREILLES.



Pourquoi? Parce que vous avez le choix. Treize vols par jour. C'est 30% de plus

que tout autre transporteur aérien. Parti tôt de Montréal, arrivé tôt à Québec.

Une journée d'affaires complète. Un choix inégalé d'envolées.



airNova
airAlliance

Air Nova/Air Alliance. On se comprend.

6 h 45 8 h 10 h 12 h 14 h 15 h 15 h 45 17 h 18 h 18 h 30 21 h 21 h 45 22 h 30 TOUS SANS ESCALE

150 ans de plaintes contre la lenteur des tribunaux

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

« La justice n'est pas administrée dans cette province de manière satisfaisante. »

« Il y a bel et bien une crise de confiance (à l'égard du système judiciaire). »

Ces deux déclarations émanent des hautes instances du Barreau du Québec. La seconde a été faite par le bâtonnier Serge Francoeur lors du dernier congrès du Barreau, en juin, à Québec. La première vient du Conseil général du Barreau et a été publiée... il y a 119 ans.

Le mécontentement de la population québécoise au sujet de la lenteur et des coûts de la justice ne date pas d'hier, montre un article récent rédigé par Sylvio Normand, professeur de droit civil et d'historique du droit à l'Université Laval.

Dès le milieu du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements ont consacré beaucoup d'efforts et de temps à modifier les lois, les institutions et les procédures dans l'espoir d'apaiser les critiques. « Ces différentes interventions produisent certes des effets bénéfiques, écrit le chercheur, mais elles ne parviennent pas à donner pleine satisfaction. Aux yeux des justiciables, la justice demeure lente et coûteuse. »

En 1880, l'avocat montréalais Siéon Pagnelo publie une étude détaillée des déficiences de l'administration de la justice de l'époque. Il souligne que les cours sont engor-

gées et que l'appareil est excessivement lent. Les juges prennent tellement de temps à rendre leurs jugements que Pagnelo qualifie le délibéré de « grande plaie actuelle de nos tribunaux ». Il propose que les magistrats soient tenus de rendre leurs décisions sur-le-champ.

À la suite de cette charge, le gouvernement mandate une commission pour préparer un projet de réforme judiciaire. Après quelques péripéties et pas moins de 15 ans d'attente, un nouveau Code de procédure civile est adopté. L'objectif, disent ceux qui ont proposé la refonte du Code, est de rendre la procédure « plus prompte, plus simple

et moins coûteuse ».

Nouvelles critiques

Pourtant, dès 1920, de nouvelles critiques se font entendre, et le barreau de Montréal revendique une nouvelle révision du Code de procédure. En 1945, le gouvernement Duplessis confie à un ancien bâtonnier la tâche de rédiger un nouveau Code, l'objectif étant... « de rendre la procédure moins coûteuse, plus simple, plus expéditive et mieux adaptée aux besoins actuels ». Un avant-projet est déposé, mais la réforme avorte.

Une nouvelle tentative est lancée en 1959, et aboutira à l'adoption

d'un nouveau Code de procédure civile en 1965. « L'objectif de la réforme, de l'avis au moins du ministre de la Justice, est de rendre la justice plus accessible. (...) À son avis, la simplification de la procédure devrait permettre à tous de recourir à l'appareil judiciaire, peu importe leur fortune », écrit le professeur Normand.

À chaque réforme, on cherche à réduire le formalisme et à contrer les manoeuvres dilatoires. Mais chaque fois, les changements restent relativement modestes. Ce conservatisme s'explique, selon Sylvio Normand, par le fait que le gouvernement n'a jamais osé met-

tre en place une réforme ne faisant pas consensus dans le milieu juridique.

Depuis un an, une nouvelle révision du Code de procédure civile est en cours. Le mandat du comité, vous l'aurez deviné, est « de rendre la justice plus simple, accessible et moins coûteuse ».

Pourquoi, après 150 ans d'efforts, en est-on toujours à viser les mêmes objectifs ? Selon M. Normand, il ne faut pas croire que le système judiciaire a fait du surplace pendant tout ce temps. Les réformes apportées ont bel et bien réglé certains problèmes, mais à mesure que la société évoluait, d'autres difficultés ont surgi. « Les problèmes d'aujourd'hui n'ont pas nécessairement les mêmes causes que ceux d'hier, a expliqué le professeur de Laval en entrevue. Il ne faudrait pas provoquer un certain défaitisme en disant : 'Dans le passé c'était comme ça, et donc acceptons les délais et les coûts actuels'. »

Cela dit, M. Normand rappelle que, dans la mesure où ils sont raisonnables, la lenteur et les coûts sont des vertus du système judiciaire : « La justice doit avoir une certaine lenteur. On se méfierait peut-être d'une justice trop rapide, où le juge tranche et ne nous dit pas exactement pour quel motif. Il doit aussi y avoir certains coûts. Si tout était rapide et peu coûteux, tout le monde irait devant les tribunaux pour n'importe quel problème. »

(1) Normand, Sylvio. « De la difficulté de rendre une justice rapide et peu coûteuse : une perspective historique (1840-1965) », *Les Cahiers de Droit*, vol. 40, no. 1, mars 1999.

Elle fait déjà tourner toutes les têtes.

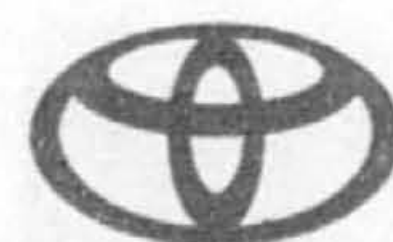
ÉCHO
2 ou 4 portes
1999\$
par mois
LOCATION 48 MOIS*
Transport et préparation inclus



MENSUALITÉS	COMPTANT*
199\$	1250\$
211\$	750\$
229\$	0\$

**CRÉDIT
TOYOTA**

Programme de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. *Offre valable sur les modèles Echo 2000 AT123M-AA neufs en inventaire. Comptant initial de 1 250\$. Premier versement de 228,90\$ et dépôt de garantie de 250\$ exigibles au moment de la livraison. *Taxes en sus ou échange équivalent. Franchise de 96 000km; frais de 7c/Km excédentaire. *Prix basé sur le modèle 2 portes. Taxes, transport et préparation en sus. Offres d'une durée limitée. Véhicule aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.



Votre concessionnaire

TOYOTA

www.toyota.ca

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ



BOUCHERVILLE
Toyota Duval
(450) 655-2350
BROSSARD
Brossard Toyota
(450) 445-0577
CANDIAC
Candiac Toyota
(450) 659-6511
CHAMBLY
Chambly Toyota
(450) 658-4334

CHATEAUGUAY
Châteauguay Toyota
(450) 692-1200
GATINEAU
Toyota Gatineau
(819) 568-0066
HULL
Villa Toyota
(819) 776-0077
ÎLE PERROT
Île Perrot Toyota
(514) 453-2510

JOLIETTE
Joliette Toyota
(450) 759-3449
LACHENAIE
Automobiles
L.G. Léveillé
(450) 471-4117
LACHINE
Spinelli Lexus Toyota
(514) 634-7171
LACHUTE
Lachute Toyota
(450) 562-6662

LAVAL
Chomede Toyota
(450) 687-2634
LAVAL
Vimont Lexus Toyota
(450) 668-2710
LONGUEUIL
Longueuil Toyota
(450) 674-7474
MONT-LAURIER
Claude Auto
(819) 623-3511

MONTRÉAL
Alix Toyota
(514) 376-9191
MONTRÉAL
Chassé Toyota
(514) 527-3411
MONTRÉAL
Houli Toyota
(514) 351-5010
MONTRÉAL
Lexus Toyota Gabriel
(514) 748-7777

MONTRÉAL
Toyota Pie IX
(514) 329-0909
MONTRÉAL
Toyota President
(514) 935-6354
POINTE-CLAIRE
Fairview Toyota
(514) 694-1510
REPENTIGNY
Repentigny Toyota
(450) 581-3540

ST-EUSTACHE
Toyota St-Eustache
(450) 473-8782
ST-HYACINTHE
Angers Toyota
(450) 774-9191
ST-JEAN
Déry Toyota
(450) 359-9000
ST-JÉRÔME
Toyota St-Jérôme
(450) 438-1255

ST-LÉONARD
St-Léonard Toyota
(514) 252-1373
STE-AGATHE
Toyota A
Ste-Agathe
(819) 326-1044
STE-THERÈSE
Blainville Toyota
(450) 435-3685

SHAWINIGAN
Mauricie Toyota
(819) 539-8393
SOREL
Automobile
Pierre Lefebvre
(450) 742-4596
THURSO
Auger & Frères
(819) 985-2218

TROIS-RIVIÈRES
Trois-Rivières Toyota
(819) 374-5323
VALLEYFIELD
G. Couillard
Automobiles
(450) 373-0850
VERDUN
Woodland Toyota
(514) 761-3444

FONDATION
**Marie-Soleil
Tougas**
1 900 565-SOLEIL

Revenu minimum

Ce sont les petites ironies de la vie. Hier matin, par exemple, on apprenait que General Motors repoussait du revers de la main une offre non sollicitée de Québec. « Vos 360 millions pour moderniser l'usine de Boisbriand, on n'en veut pas ! » ont décrié, en substance, les dirigeants de l'entreprise. Pas question d'assembler un nouveau modèle de voiture dans ces installations où plus de 1000 employés s'inquiètent désormais de leur avenir.

Au même moment, dans une salle communautaire de Pointe Saint-Charles, une centaine de personnes réunies autour d'un brunch auraient souhaité que le gouvernement propose d'allonger quelques millions aux déshérités du Québec avec autant empressement. Contrairement à GM, ils auraient accepté le magot !

En picossant des oeufs brouillés et des fèves au lard dans des assiettes de carton, ce groupe rêvait du jour où l'État garantirait aux prestataires d'aide sociale un revenu minimal, un montant « plancher » qui, sous aucun prétexte, ne pourrait être réduit.

Parmi eux, Jacques Benoît, un organisateur communautaire de 42 ans, avec de la gueule et des idées. Ses camarades et lui sont néanmoins réalistes. Ils savent que la cause des B.S. est difficile à vendre. Voilà sans doute pourquoi ils ont repris un vieux truc de Gérald Larose, à l'époque où il présidait la CSN, et organisé le lancement de leur campagne, « Pauvreté Zéro », un dimanche. Ce jour-là étant moins chargé au plan de l'actualité, un événement correctement planifié attirera les caméras de télé.

Par-dessus le marché, ils ont pensé à associer la solidarité des Québécois durant la crise du verglas aux principes d'entraide guidant les programmes de sécurité du revenu.

Un bon flash, permettant de marquer des points dans l'opinion.

« As-tu déjà vu cette feuille ? » me demande M. Benoît, en me tendant un « Test du budget mensuel » où les dépenses d'une personne sont ventilées en une douzaine de rubriques : loyer, alimentation, transport, buanderie...

« Durant mes conférences, les gens entretiennent souvent des préjugés face aux prestataires de l'aide sociale. Même les syndiqués, de qui on pourrait s'attendre à plus de compréhension. Je leur demande alors de remplir cette feuille en estimant le minimum nécessaire pour subvenir à ses besoins. La somme finale n'est jamais inférieure à 700 \$ par mois. Souvent, elle franchit 1000 \$. Lorsque je leur apprend qu'un assisté social demeurant seul touche 502 \$, le silence se fait dans la salle. »

■ ■ ■

Une vaste coalition s'est formée autour du concept d'un « barème plancher » à l'aide sociale. En plus de dizaines d'organismes sociaux et religieux, elle regroupe des députés libéraux, péquistes et conservateurs... mais aucun ministre. L'objectif est simple : garantir aux prestataires, par voie législative, un revenu minimal décent dont l'ampleur reste à préciser.

Ainsi, le système actuel pénalise un assisté social qui, pour réduire ses frais, partage un logement avec un colocataire. On lui retire sur-le-champ 108 \$ par mois... ce qui lui laisse 394 \$ pour boucler son budget !

Dans des quartiers comme Hochelaga-Maisonneuve, des dizaines d'hommes et de



Philippe CANTIN

femmes dénués de ressources préfèrent vivre seuls afin d'éviter que leur chèque soit charcuté. Leur vie serait pourtant plus facile autrement. De son côté, le gouvernement joue à la police pour s'assurer du respect de cette norme. Des inspecteurs ont donc mandat de dénicher les assistés sociaux coupables de débrouillardise par crime de colocation !

Jacques Benoît, lui, ajoute d'autres histoires d'horreur. Comme celle de ce pauvre type ayant eu le malheur d'avouer à un inspecteur que sa mère lui faisait cadeau de 20 \$ par semaine. Aha !, a dit le fonctionnaire, voilà un revenu non déclaré qui entraîne une pénalité !

Certains prestataires, familiers des associations vouées à la défense de leurs droits, réussissent parfois à régler un cas semblable. Mais des centaines d'autres, à la fois isolés et mal informés, n'exercent aucun recours. Victimes d'une décision arbitraire, ils baissent simplement la tête.

Mettre fin aux pénalités liées à la colocation d'un logement ne constitue pas une mince affaire. Cette initiative coûterait plusieurs millions au gouvernement. N'en reste pas moins que des spécialistes ayant étudié à fond la question, et n'étant pas membres de la coalition, appuient l'idée. L'économiste Pierre Fortin est du nombre. « Actuellement, on taxe l'entraide. On pénalise les gens qui font preuve d'ingéniosité pour améliorer leur sort. »

Les revendications de la coalition ne s'arrêtent cependant pas là. Et le débat touche inévitablement les pénalités infligées aux

prestataires qui abandonnent volontairement un emploi. Ou qui, alors qu'ils sont aptes au travail, refusent d'en occuper un.

Bien sûr, comme l'affirme Jacques Benoît, certains cas sont déplorables. On ne demande pas à un homme ayant déjà subi un infarctus de devenir livreur de pizza si le stress de conduire et transporter de l'argent liquide l'indispose.

En revanche, l'aide sociale doit inciter les prestataires à retourner au boulot. Sinon, comme aux États-Unis, des contribuables en révolte dénonceront ces programmes. Et des politiciens se feront élire en promettant leur démantèlement. « Pour protéger à long terme l'existence même du système, il faut conserver certaines contraintes », souligne Pierre Fortin.

■ ■ ■

Pour tout vous dire, j'ai passé un moment formidable, hier, en discutant avec des membres de la coalition. À moins d'avoir un coeur de pierre, on ne peut qu'admirer des gens comme Jacques Benoît qui, en retour d'un salaire modeste, défendent avec fougue et passion des citoyens à qui la vie a réservé des coups durs. Ou qui, dès leur naissance, ont eu moins de chance que d'autres.

Mais évoquer un revenu garanti n'est pas suffisant. Il faut surtout suggérer des pistes pour briser le cycle de la dépendance à l'aide sociale, une réalité qui existe dans tout le Québec. Il faut trouver des moyens qui favoriseront la prise en charge.

À Montréal, les organismes communautaires les plus audacieux l'ont compris. Et c'est dans cette direction qu'ils dirigent désormais leur action, sachant fort bien que la tendance actuelle n'est pas au réinvestissement massif de fonds publics dans les programmes sociaux.

philippe.cantin@lapresse.ca

Des marches marquent la Journée mondiale de la pauvreté

MARIE-CLAUDE GIRARD

Plusieurs marches silencieuses et manifestations diverses ont eu lieu hier dans une douzaine de villes québécoises pour souligner la Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté.

À Montréal, quelques centaines de personnes ont défilé en silence dans le quartier Villieray. Plus tôt, le Front commun pour l'élimination de la pauvreté et l'Organisation des sans-emploi de la région de Montréal ont de nouveau demandé l'instauration d'un barème plancher, un montant minimum en deçà duquel les prestataires de l'aide sociale ne pourraient subir de coupes ou saisies.

La présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, endosse cette revendication qui fera partie des demandes formulées dans la portion québécoise de la Marche des femmes de 2000. De son côté, le Forum dit avoir reçu l'appui de 700 organismes, dont celui des trois grandes centrales syndicales.

L'instauration d'un montant minimum garanti à l'aide sociale mettrait fin à la « taxe à la débrouillardise » imposée à ceux qui partagent leur logement, estime le Front commun. Il deviendrait également impossible de saisir plus qu'un certain montant en cas de dette. « C'est sûr qu'il faut que les gens assument leurs responsabilités, leurs budgets. Encore faut-il qu'ils aient les moyens de le faire », fait valoir le coordonnateur du Front commun, Jean-Yves Desgagnés.

La campagne pour le barème minimum a été lancée pendant la campagne électorale provinciale. Plusieurs candidats, dont une vingtaine sont maintenant élus, avaient appuyé la cause, souligne M. Desgagnés. Le Forum compte maintenant leur rappeler leurs engagements.

La Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté ou Journée mondiale du refus de la misère a été soulignée pour une première fois le 17 octobre 1987 devant la Place du Trocadéro, à Paris. Des dizaines de milliers de défenseurs des droits de l'homme s'y étaient réunis à l'appel du père Joseph Wrébinski, le religieux français à l'origine du mouvement « Aide à toute détresse » ATD Quart Monde.

Cette année, la journée était particulièrement dédiée aux enfants, à l'occasion du 10^e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant adoptée par les Nations unies.

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 25 h/semaine matin, après-midi, soir, samedi
135 \$/semaine 1 à 7 fois/sem. • 190 \$/30 h*
*matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40\$

Converlang
école de langue postmoderne
accréditée par Emploi-Québec (SQDM) 2780851

5268, av. du Parc
www.converlang.com (514) 278-5309

À LA PORTÉE DE VOS RÊVES. L'ESPRIT EN PAIX.

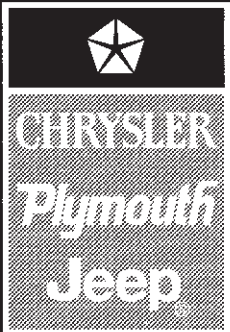
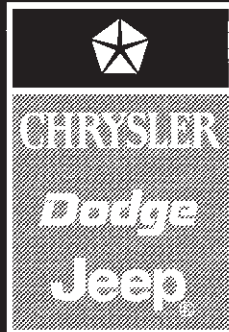
Les Véhicules d'occasion certifiés des concessionnaires Chrysler Dodge Jeep® vous donnent l'embarras du choix. Choisissez ce qui vous plaît vraiment. Sans le moindre souci.

Chacun de nos Véhicules d'occasion certifiés est rigoureusement inspecté. Vous êtes ainsi assuré d'acheter, ou de louer, un véhicule d'excellente qualité, en excellente condition. Offrez-vous, à prix très avantageux, le véhicule dont vous rêvez.



- Achat ou location
- Inspection rigoureuse
- Assistance routière 24 heures sur 24
- Garantie optionnelle jusqu'à 140 000 km
- Garantie de base (garantie minimum de 6 mois ou de 10 000 km sur le groupe motopropulseur pour tous les véhicules)
- Politique d'échange de 3 jours ou de 500 km

Tous les détails et conditions chez votre concessionnaire Chrysler.



Actualités

Doit-on abolir les élections dans le réseau de la santé ?



Jean-François Bégin

Recherchées : 1498 personnes majeures et vaccinées, prêtes à consacrer une douzaine de soirées par année à la bonne marche de leur établissement de santé préféré. Tire-au-flanc s'abstenir.

Sept ans après la tenue des premières élections du réseau de la santé et des services sociaux et un peu plus d'un mois avant les prochaines, le 15 novembre, la démocratie « socio-sanitaire » — pour employer un des affreux néologismes qui pullulent dans le milieu — demeure largement méconnue.

Contrairement aux élections fédérales, provinciales et municipales, qui attirent inmanquablement une proportion importante des électeurs, les scrutins visant à combler les postes de représentants de la population dans les établissements de santé ont en effet bien peu de retentissement.

Qu'on en juge : lors des dernières élections, à l'automne 1996, à peine 142 234 personnes, soit

2,48 % de la population en âge de voter, se sont rendues dans les bureaux de scrutin de la province. Une proportion infime : même les autres mal-aimées de notre système démocratique, les élections scolaires, ont réussi à attirer plus de 15 % des votants, l'an dernier. Et les candidats ne se bousculent pas au portillon eux non plus : en 1996, 542 des 1584 personnes élues aux conseils d'administration des hôpitaux, des CLSC, des centres jeunesse et des centres d'hébergement ou de réadaptation l'ont été par acclamation.

Une réforme ratée ?

La réforme implantée au début de la décennie par l'ancien ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, qui souhaitait « replacer le citoyen au cœur de la prise de décision », serait-elle un échec ?

À en croire certains membres de conseils d'administration de CLSC et d'hôpitaux, la réponse est oui. « C'est à peu près l'endroit où je me sens le plus inutile », lance Robert Dancose, un avocat qui siège au conseil du CLSC Kateri, à Candiac. « On peut décider de la date et du lieu du party de Noël et de l'octroi de contrats aux électriciens pour la réfection des lumières du stationnement, mais à part ça, on n'a pas de choix », constate-t-il, désabusé.

« Être élu, c'est une chose, mais il y a une question de pouvoir véritable : ce sont plutôt les régies régionales, le ministère et les fonctionnaires qui l'ont », remarque le

président du conseil d'administration du CLSC-CHSLD Saint-Laurent, Pierre Baribeau, lui aussi avocat.

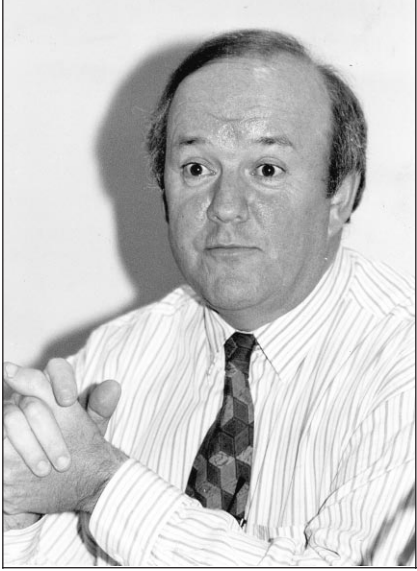
Selon lui, les bénévoles siégeant aux conseils sont littéralement « bâillonnés » par les lois, règlements et directives émanant des instances supérieures du réseau de la santé. « La liberté démocratique que permet un débat ouvert est très limitée. En fait, c'est de la démocratie dirigée. »

Au-delà des contraintes bureaucratiques, les représentants de la population — qui ne peuvent pas être des employés du réseau de la santé — ne détiennent souvent pas les connaissances nécessaires pour exercer une influence réelle, juge Flavie Achard, une professeure de cégep élue en 1996 au conseil de l'hôpital Fleury, à Montréal. « On ne peut rien amender, c'est beaucoup trop complexe, dit-elle. Tout ce qu'on peut faire, c'est forcer la direction à plus de transparence. »

Les abolir ?

Les élections du réseau de la santé devraient-elles être abolies ? Pour Pierre-Gerlier Forest, politologue à l'Université Laval, la question mérite d'être posée. « Tout le monde demeure persuadé de l'importance d'un *input* de la population, surtout pour l'allocation des ressources, mais il n'y a plus consensus sur l'importance du suffrage universel », dit-il.

Comme peu de gens exercent leur droit de vote, le scrutin ouvre la porte aux manipulations, croit-il.



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE
La réforme implantée par Marc-Yvan Côté est-elle un échec ?

« Il semble que les partis politiques québécois, entre autres, aient tendance à prendre au sérieux ces élections et mettent en marche leurs machines pour assurer la présence de leurs membres dans ces organismes. »

À la place, on pourrait songer à faire siéger les élus municipaux sur les conseils, un peu comme on le fait déjà dans les régies régionales. « Ils sont déjà élus, ils ont une imputabilité, ils connaissent la population et ils sont capables de faire les liens sectoriels », croit M. Forest.

La tentation du noyautage

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Vu l'apathie du public, la tentation peut être forte pour divers groupes — partis politiques, syndicats, organisations pro-vie, lobby linguistique, etc. — d'investir les conseils d'administration des établissements de santé afin de faire prévaloir leurs intérêts particuliers.

À l'hôpital Fleury, à Montréal, par exemple, les quatre personnes élues par la population en 1996 étaient toutes liées à la CSN, à laquelle est affilié le syndicat local des employés généraux. Trois d'entre eux étaient profs de cégep et l'autre, conseiller permanent à la centrale. Selon certaines sources, trois des quatre membres cooptés par les élus et par les représentants de la fondation de l'hôpital étaient aussi des sympathisants de la CSN, ce que nie Flavie Achard, une des élus.

Reste que le discours syndical semble avoir grandement influencé certaines décisions du conseil de l'hôpital Fleury. Un exemple : une résolution adoptée au printemps dénonce le principe la décentralisation de la négociation des conventions collectives des employés de la santé, principe qui était pourtant alors au cœur des demandes de l'Association des hôpitaux du Québec.

Résultats incongrus

Les tentatives d'influencer le vote donnent parfois des résultats incongrus, comme cela s'est produit en 1992 au CLSC-CHSLD Vallée-du-Richelieu, à Beloeil, où à peine 7 % des 90 000 habitants desservis par l'établissement sont anglophones. « À la surprise générale, raconte le directeur général, Jean-Yves Leblanc, ce sont trois anglophones qui ont reçu le plus de votes. En fait, ils avaient réuni pratiquement tout le vote. »

Cette année encore, Alliance-Québec a rappelé à tous ses membres « l'importance de préserver la présence de la communauté de langue anglaise à l'intérieur du système de santé », indique Linton Garner, porte-parole de l'organisation pour les questions de santé et de services sociaux. Contrairement à ce qui s'est déjà vu, Alliance-Québec affirme ne pas avoir l'intention de nolisier des autobus pour transporter les gens d'un établissement à l'autre (chaque électeur peut voter dans une institution par mission, i.e., un hôpital, un CLSC, un centre d'hébergement, etc.), mais elle n'écarte pas que des organismes locaux le fassent.

On relève bien d'autres exemples de mobilisation, pas nécessairement négatifs. Ainsi, lors des élections de 1996, le CLSC-CHSLD Saint-Laurent a enregistré la plus forte participation dans l'île de Montréal, et de loin, avec 3696 votants. Dans ce cas, c'est la communauté grecque, dont un seul membre n'était pourtant résidant du centre d'hébergement, qui avait uni ses forces pour faire élire quatre candidats. L'enjeu : faire pression sur la régie régionale pour que l'hôpital de Saint-Laurent, fermé en 1996 — et où doit être transféré le centre d'hébergement l'an prochain — soit consacré à la population grecque. (La tactique a fait long feu.)

Infiltration

Plusieurs personnes impliquées dans le réseau laissent aussi entendre que les mouvements pro-vie ont tenté dans le passé de s'infiltrer dans les conseils d'administration des CLSC où l'on pratique l'avortement. Le président de Campagne Québec-Vie, Gilles Grondin, reconnaît d'ailleurs que son organisation cherche présentement à recruter un candidat pour remplacer un militant pro-vie qui doit quitter ses fonctions dans un CLSC lavallois, et affirme qu'il appuiera ouvertement tout candidat opposé à l'avortement.

Pour le politologue Pierre-Gerlier Forest, les gestionnaires — et les directeurs généraux au premier chef — peuvent contribuer à prévenir l'infiltration des conseils d'administration. « Il y a un gestionnaire à Montréal, par exemple, qui fait le tour des grands groupes de sa communauté et qui leur dit : « Mettez-vous d'accord, sinon le conseil d'administration peut être pris en otage par des groupes d'une seule cause, que ce soit la langue ou le mouvement pro-vie », dit-il. Quand le DG de l'hôpital ou du CLSC est proactif, il va rencontrer les gens de la communauté pour qu'elle se mobilise. »



PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse
En 1996, la communauté grecque s'était déplacée en masse lors des élections au conseil d'administration du CLSC-CHSLD Saint-Laurent. L'objectif : faire pression pour que l'ancien hôpital Saint-Laurent, fermé la même année, soit transformé en centre d'hébergement consacré à la population hellénique de l'île de Montréal. La tactique a finalement fait long feu.

Les élections à Montréal Une exception : les CHU

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Les cinq hôpitaux universitaires de la province feront exception, le 15 novembre prochain, puisqu'ils seront les seuls des 329 établissements de santé et de services sociaux de la province à ne pas tenir d'élections.

La ministre de la Santé, Pauline Marois, a décrété le 30 novembre comme date de scrutin, mais elle a en fait l'intention de prolonger d'un an le mandat des administrateurs de ces hôpitaux, a confirmé récemment son attachée de presse, Nicole Bastien.

Mme Marois, doit présenter un projet de loi en ce sens à la reprise de la session parlementaire, cette semaine. Le mois dernier, le secrétaire du conseil d'administration du CHUM, Patrick Molinari, expliquait que « l'analyse du cabinet de la ministre, c'est que chacun des CHU a des difficultés à se structurer et que des élections ne sont pas souhaitables dans ce contexte ».

Plusieurs observateurs s'interro-

gent sur l'effet d'une telle prolongation, particulièrement au CHUM, où s'amorce une période cruciale, avec le dépôt du projet de réorganisation clinique du directeur général, le Dr Raymond Carignan. Le président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le Dr Luc Valiquette, qui siège lui-même au conseil d'administration, ne cache pas son insatisfaction. « On est surpris que le mandat du conseil du CHUM soit prolongé, dit-il. Il y règne une mentalité très pavillonnaire et il est temps que ça finisse. »

Interrogé, le Dr Carignan s'est montré prudent, mais n'a pas caché que la réaction du conseil demeure une inconnue. « Mon optimisme est grand d'en arriver à un plan de réorganisation. Ce que je ne sais pas, c'est ce que le conseil va en faire. »

Les inquiétudes sont grandes également du côté du Centre universitaire de santé McGill, où plusieurs opposants au projet de super



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE
La ministre Pauline Marois a décrété le 30 novembre comme date de scrutin.

hôpital devant être construit dans Notre-Dame-de-Grâce d'ici 2004 souhaitent la tenue immédiate d'élections.

Les autres hôpitaux touchés sont le CUSE, à Sherbrooke, le CHUQ, à Québec, et l'hôpital Sainte-Justine.

- Date : 15 novembre (le 30 pour le CHUM, le CUSM et Sainte-Justine)
- 373 postes à combler dans 87 conseils d'administration
- Candidatures acceptées jusqu'à aujourd'hui, 17 heures
- Interdiction de poser sa candidature dans plus d'un établissement
- Principales conditions d'admissibilité : résider au Québec, avoir plus de 18 ans, ne pas travailler dans le réseau de la santé
- On ne peut voter que dans son CLSC et dans un seul établissement de chacune des catégories suivantes : hôpital, centre d'hébergement, centre de réadaptation, centre jeunesse. Exemple : on peut voter à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et au CLSC Villeray (deux missions différentes), mais on ne peut voter à Maisonneuve-Rosemont et à Sacré-Coeur (missions identiques).

Entrevue avec... *Lorraine Pintal*

Le théâtre, à la vie à la mort



Nathalie Petrowski

D’ aussi loin qu’elle se souvienne, Lorraine Pintal a toujours été obsédée par la mort. La directrice du TNM, comédienne et metteur en scène, ignore le moment exact où elle a pris conscience qu’elle ne vivrait pas éternellement et que son corps disparaîtrait un jour de la surface de la terre.

Elle sait seulement que l’angoisse de mourir est apparue chez elle vers l’âge de cinq ans. La situation ne s’est guère arrangée lorsqu’elle est allée étudier chez les soeurs qui la menaçaient de mourir en enfer.

Encore aujourd’hui, la mort est la seule et unique ennemie avouée de la directrice du TNM. On comprend, dans ce contexte, son aversion pour la morgue de Montréal. Et pourtant Lorraine Pintal est presque devenue une habituée de ce lieu le plus mort en ville. Elle y a déjà tourné une fiction pour la télé il y a quelques années, y apercevant par inadvertance son premier cadavre. Elle n’a jamais oublié l’image de sa peau bleue et froide. Non plus qu’elle a oublié cette autre image d’un préposé posant sa boîte à lunch sur la table d’autopsie avant de se mettre à calmement mastiquer son sandwich aux tomates.

Au printemps dernier, Lorraine Pintal est retournée à la morgue avec toute l’équipe du « Stabat Mater » la pièce de Normand Chaurette qui prend l’affiche du TNM jeudi et dont elle signe la mise en scène. Elle a cette fois remarqué le plancher peint en rouge, senti l’odeur trop forte d’ammoniac, et laissé son regard filer sur la surface lisse des frigos avec un dégoût mêlé de fascination.

Si ce n’était du théâtre, Lorraine Pintal n’aurait jamais accepté de s’aventurer dans un lieu aussi désespérant. Mais le théâtre est pour Lorraine Pintal autant un passeport qu’un paratonnerre qui lui permet de voyager dans des lieux interdits et d’exorciser ses peurs.

« Je me sens comme un transmetteur, dit-elle. Ce qui m’effraie dans la vie, je le confronte et l’apprivoise au théâtre. »

■ ■ ■

Le rendez-vous a lieu au Café du Nouveau Monde, la « cuisine » où la directrice prend la majorité de



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Le seul adversaire que connaisse Lorraine Pintal : la mort.

ses repas constitués la plupart du temps d’un carpaccio de thon ou de boeuf arrosé d’un jus de légume.

À 48 ans et malgré sa minceur de jeune fille, Lorraine Pintal fait attention à ce qu’elle mange, ne fume pas et boit rarement. Son seul péché mignon est le champagne pour lequel elle ferait des folies. Si elle était riche, elle offrirait le champagne à tout le monde tous les soirs au TNM. Mais comme diriger le TNM ne rend pas millionnaire, Lorraine Pintal se contente d’offrir le champagne les soirs de première où c’est elle le metteur en scène.

De tous les directeurs de théâtre à Montréal, Lorraine Pintal est celle qui ressemble le plus à un chef scout. Un sourire perpétuel accroché aux lèvres, une manie de ponctuer ses phrases d’éclats de rire tonitruants, une propension à parler vite et abondamment, Lorraine Pintal n’a rien du créateur solitaire, sombre et angoissé. Elle semble toujours prête à vous convaincre que la vie vaut la peine d’être vécue. Elle peut toutefois à l’occasion sortir ses griffes. Ce fut le cas dernièrement lorsque l’enfant terrible du théâtre, Wajdi Mouawad, a dénoncé violemment dans un texte, les commanditaires trop voyants du TNM.

Lorraine Pintal en rage encore aujourd’hui : « Ce que je n’accepte pas c’est sa malhonnêteté intellectuelle, fulmine-t-elle. Wajdi nous a accusés d’être des vendus et des commerçants, prêts à tous les compromis pour faire du théâtre de consommation alors qu’il sait très bien que je me tue à répéter que le théâtre n’est pas un produit de consommation. C’est un risque qu’on prend à chaque fois. Un risque pour les créateurs comme pour le public. »

Née le 24 septembre 1951 à Plessisville, Lorraine Pintal est la troi-

sième fille de Jean Pintal, un agronome et d’Anne-Marie Bélanger, mère de famille qui adorait chanter et jouer du piano.

Comme les Pintal avaient déjà deux filles à l’époque, ils espéraient un garçon. Mais Jean-Yves, le seul garçon de la famille ne devait se manifester qu’à la toute fin. En attendant, la petite Lorraine fut élevée comme son frère. Au lieu de rester à la maison avec les filles, elle jouait au baseball ou partait à la pêche avec son père. À l’adolescence, le garçon manqué se mua en une féministe déchaînée, allergique à tout ce qui était féminin.

« Ce n’est pas juste à cause de mon père, plaide Lorraine, mais aussi à cause de l’époque. Je fais partie de cette génération de femmes qui sont entrées dans la vie en refusant systématiquement leur féminité. Tout ce qui était féminin nous dégoûtait au plus haut point », rigole-t-elle.

Reste que quiconque aurait rencontré Lorraine Pintal à l’âge de 17 ans l’aurait prise, moins pour une féministe que pour une candidate au suicide.

C’est qu’à 17 ans, Lorraine Pintal avait décidé qu’elle serait comédienne. Son désir était d’autant plus ardent que le Conservatoire d’art dramatique de Montréal venait de l’accepter dans ses rangs. Elle avait pris des cours au Conservatoire LaSalle, suivi un stage d’art dramatique à Orford et mangeait déjà du théâtre jour et nuit. Il y avait un hic : son père soucieux de la doter d’une culture générale, n’était pas d’accord. Il voulait avant tout qu’elle termine son cégep. Après cela, elle pourrait bien faire ce qui lui passait par la tête mais en attendant c’était le cégep ou rien. Jean Pintal était catégorique et intraitable.

C’est ainsi que la mort dans l’âme, Lorraine est revenue à Granby terminer ses Lettres. Pour une fois, l’ado révoltée qui se prenait pour un personnage de Réjean Ducharme tout en rêvant d’être une nouvelle Antigone ou une Jeanne

d’Arc des temps modernes, n’a pas osé défier la loi du père. Frustrée et déconfitée, elle est revenue à la maison comme on entre en prison.

« J’étais un étalon enfermé dans un enclos qui piaffait d’impatience. Et même si aujourd’hui je peux comprendre les inquiétudes de mon père, à l’époque je lui en voulais à mort. Au fil des mois, j’ai sombré dans la neurasthénie la plus complète. Je ne mangeais plus, j’étais l’ombre de moi-même. Je ne voulais plus voir personne. Bref, ce fut un des moments les plus pénibles de ma vie. »

Devant son siège silencieux et dépressif, ses parents rendent les armes. L’année suivante, Lorraine Pintal entre au Conservatoire gonflée à bloc et prête à changer, sinon le monde entier, à tout le moins le monde du théâtre. Très vite pourtant, l’apprentie comédienne comprend qu’elle n’a pas envie de passer sa vie à attendre à côté du téléphone qu’on l’appelle pour un rôle. À sa sortie du Conservatoire en 73, elle fonde La Rallonge avec des copains de classe et fera du théâtre de création pendant 15 ans.

Entre-temps, Pintal a commencé à signer à l’occasion des mises en scène. Elle rêve toujours d’interpréter un grand rôle tragique mais prend de plus en plus de plaisir à diriger les autres. Le coup de grâce arrivera au début des années 80. Lorraine fait partie de la distribution de *Quatre à quatre* de Michel Garneau. Elle est en tournée dans la région parisienne depuis quatre mois et commence à sérieusement se questionner sur son avenir dans le métier.

« Je me suis rendu compte que j’étais condamnée à jouer des servantes ou des soubrettes. Je n’avais pas le physique d’une jeune première ni celui d’une grande tragédienne et ça commençait à me miner. »

Comme chaque fois que Lorraine Pintal a le sentiment qu’un cycle de sa vie est en train de se terminer, elle cherche une porte de sortie.

Elle accepte la mise en scène de

C’était avant la guerre à L’Anse-à-Gilles, la pièce d’une « inconnue » du nom de Marie Laberge.

La pièce connaîtra un succès inespéré et lancera à la fois son metteur en scène et son auteur.

Depuis Lorraine Pintal a mis en scène une soixantaine d’auteurs allant de Victor Lévy Beaulieu à Marcel Dubé et Michel Tremblay en passant par Ducharme, Brecht, Molière et Marivaux et plus ou moins renoncé à sa carrière de comédienne.

Tout a changé l’année dernière lorsque Claude Fournier lui a confié le rôle de la méchante soeur dans la tésérie *Juliette Pomerleau*. Depuis, les gens dans la rue ne cessent de lui demander pourquoi elle ne joue pas plus souvent.

C’est pourquoi à deux mois de l’an 2000, celle qui aura 50 ans en même temps que le TNM ressent une envie folle de remonter sur scène.

Depuis qu’elle dirige le TNM, Lorraine Pintal a exploré toutes les facettes de l’entreprise. Elle a administré des budgets, épongé des dettes, rénové des murs, cherché de nouveaux commanditaires, fait du lobbying auprès des ministres et des fonctionnaires, accompagné les metteurs en scène et les comédiens, accueilli les spectateurs à l’entrée et sans doute aidé les gens de ménage à passer le balai. Elle a tout fait sauf jouer sur scène, soir après soir, de la levée jusqu’à la tombée du rideau.

C’est le cadeau qu’elle s’était promis pour le printemps. Pintal devait jouer sous la direction d’Yves Desgagnés dans *Les joyeuses commères de Windsor* aux côtés de son ami Jean-Louis Millette. Mais la mort, sa vieille ennemie est venue lui voler Jean-Louis. Pintal n’est pas encore remise du choc de la disparition d’un ami qui vivait pour le théâtre autant qu’elle. Elle se demande même si elle s’en remettra un jour. En attendant, elle a décidé de ne pas laisser la mort gagner. Et de remonter sur scène coûte que coûte.

Antirouille Métropolitain

la solution pour prolonger la vie de votre véhicule

Qu'est-ce qu'ANTIROUILLE MÉTROPOLITAIN?

Antirouille Métropolitain c'est 23 ans d'expérience, plus de 140 000 véhicules traités contre la rouille chaque année et 11 succursales corporatives dont 5 dans la région métropolitaine.

Les véhicules rouillent encore.

Malgré les efforts et les nouveaux développements technologiques du monde de l'automobile, les manufacturiers n'ont pas encore réussi à enrayer la corrosion sur votre véhicule. Aujourd'hui le seul phénomène qui ait changé c'est que la rouille s'infiltre sournoisement pour soudainement se manifester sur votre véhicule.

Un investissement intelligent et payant.

Il devient donc primordial de faire traiter votre véhicule annuellement par un de nos spécialistes afin de prolonger sa durée de vie. Vous savez, l'application d'un antirouille sur son véhicule à chaque année devrait faire partie intégrante de la mise au point automnale que vous faites effectuer.

C'est un investissement intelligent et payant.

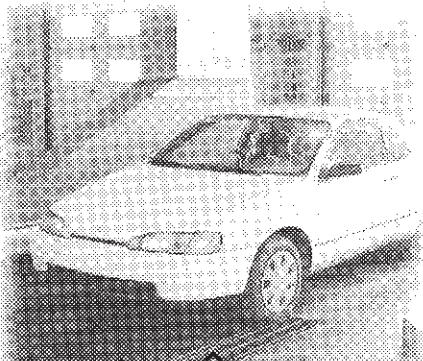
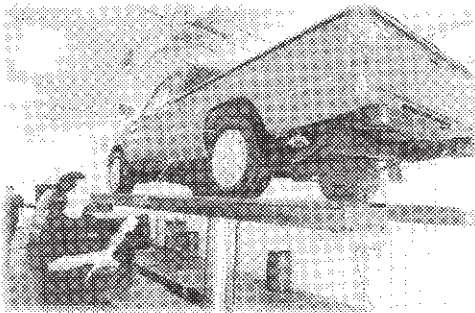


MIS AU POINT AVEC L'AIDE DU
CRIQ
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC



Le produit et son application

L'efficacité d'un traitement antirouille est obtenue en utilisant le bon produit. Fluide, pénétrant, adhérent à la tôle et combiné à l'application faite par un spécialiste, vous assurant une protection maximale et un égouttement minimal. L'Antirouille Métropolitain est une formulation unique et brevetée au Canada



**Application
beau temps
mauvais temps.**

Qu'il pleuve ou qu'il neige, peu importe le climat, nos équipes et nos séchoirs nous permettent de bien préparer votre véhicule pour recevoir efficacement le traitement Antirouille Métropolitain.

**TRAITEMENT COMPLET
en moins de 45 minutes
pour seulement**

66^{95\$} + taxes

Montréal NDG : 514 488-7300 • Anjou : 514 356-1519 • Longueuil : 450 651-5531 Laval : 450 668-9883 • Pierrefonds : 514 685-5055

www.antirouille.com

Les bibliothèques publiques veulent vous séduire

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les bibliothèques publiques entreprennent une campagne de séduction. Jusqu'au 23 octobre, elles invitent la population à rencontrer des auteurs, écouter des contes pour enfants, participer à des concours, dictées, vente de livres. Toute activité visant à attirer de nouveaux visiteurs, la fréquentation des bibliothèques québécoises accusant un retard par rapport aux autres provinces.

« Malgré le fait que 30 % de la population les fréquentent, près de

la moitié des gens n'y ont jamais mis les pieds », avance Denis Boisvert, président de l'association Les bibliothèques publiques du Québec. Mais une fois qu'ils y sont passés, les gens reviennent, note le porte-parole de l'événement, Claude Charron.

Les bibliothèques ne sont plus « des monastères poussiéreux », dit-il. On y vient en famille. Les services s'y sont multipliés — accès Internet, cédéroms, disques, vidéos — notamment avec les récents investissements pour l'informatisation et l'achat de nouveaux livres.

Il reste que les bibliothèques publiques ne sont pas toutes équipées comme celle de LaSalle, où on lançait hier la semaine des bibliothèques en présence de la ministre de la Culture, Agnès Maltais. Les accès Internet ne sont pas offerts partout. Les bibliothèques répondent à 70 % des normes de superficie, de ratio de livres, de services offerts et autres, note M. Boisvert. De plus, 10 % de la population n'a toujours pas accès à une bibliothèque publique sur son territoire.

Le réseau des bibliothèques réclame d'ailleurs la levée du mora-

toire sur la construction de nouveaux équipements, une promesse électorale du gouvernement Bouchard. Hier, la ministre Maltais s'est contentée de rappeler qu'elle souhaitait lever le moratoire. « Patience ! », dit-elle.

La politique de la lecture et du livre implantée l'an dernier vise à atteindre en 2003 un ratio de trois livres par habitant. En 1996, ce ratio se situait à un peu plus de deux livres par personne. La nouvelle politique incite aussi les bibliothèques à offrir gratuitement les services de base. La tarification est un

frein à la fréquentation, estime pour sa part Claude Charron. Certaines bibliothèques demandent 5, 10 et même 25 \$ par année, dit-il, soulignant qu'on ne peut comparer l'accès à la culture et au savoir à un terrain de tennis loué à l'heure. « Quelle est l'idée de faire des investissements (dans l'achat de livres) et de ralentir l'accès par la suite ? »

Un argument de plus en faveur des bibliothèques a été apporté cette semaine par une étude de Statistique Canada mettant en lumière le lien entre la lecture faite aux enfants d'âge préscolaire et la réussite à l'école. Les tout-petits à qui on fait la lecture plusieurs fois par jour ont deux fois plus de chances de se retrouver parmi les premiers de classe.

La semaine des bibliothèques coïncide avec une autre campagne promotionnelle qui lui fait étrangement écho, celle pour l'alphabétisation. Un million de personnes seraient analphabètes au Québec, selon la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, qui demande l'injection de fonds supplémentaires pour leur venir en aide.

Les étudiants se préparent à une hausse des frais de scolarité

MARTINE ROUX

Si les étudiants à la maîtrise et au doctorat des universités Montréal, Laval et Sherbrooke doivent digérer une hausse substantielle des frais de rédaction, pas question que ceux du réseau de l'Université du Québec (UQ) aient la même pilule, ont averti hier les représentants de ses différentes associations étudiantes.

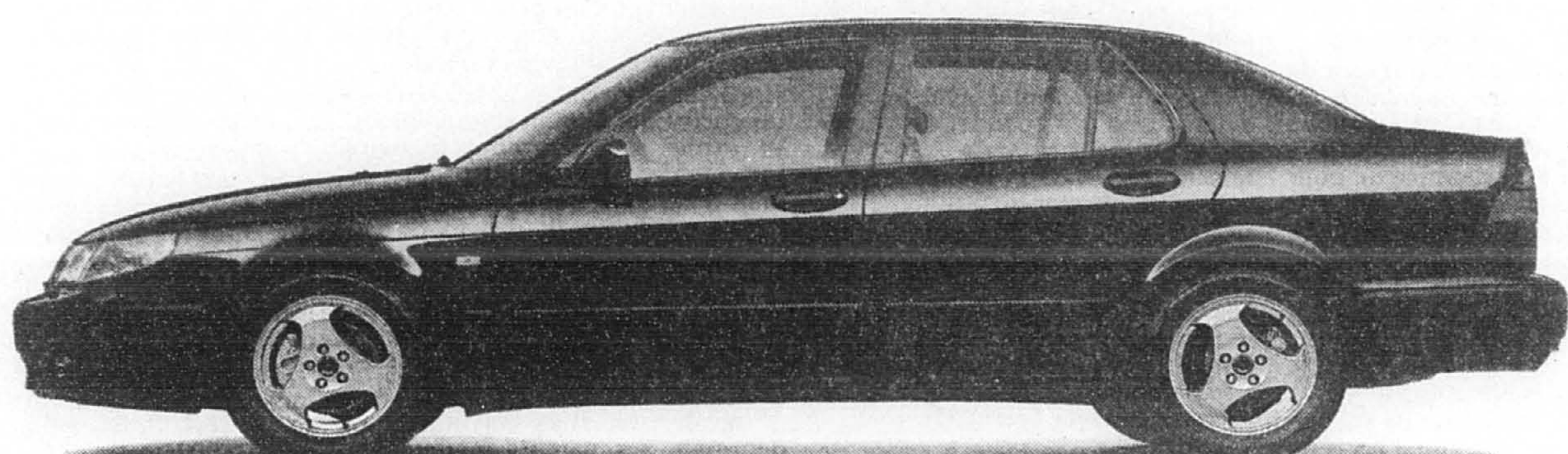
Les recteurs des établissements de l'UQ n'ont pas officiellement annoncé de telles intentions mais les associations étudiantes se disent persuadées de leur imminence. D'ailleurs, l'Institut Armand-Frappier (une composante de l'UQ) a annoncé une hausse des frais de rédaction, ont-elles indiqué.

« Plusieurs indices nous laissent croire que les universités du réseau envisagent une hausse des frais de rédaction de l'ordre de 1000 %, expliquait Daniel Vigneault, responsable de l'Association générale des étudiants des secteurs sciences humaines, arts et lettres et communications de l'Université du Québec à Montréal (AGESHAL-UQAM). Nous demandons un engagement public des recteurs à ne pas hausser les frais des étudiants de deuxième et troisième cycles. »

Les frais de rédaction sont ces coûts imposés aux étudiants de deuxième et de troisième cycles lorsque ceux-ci, ayant complété leur scolarité, se plongent dans la rédaction du mémoire ou de la thèse. Selon M. Vigneault, les candidats à la maîtrise mettent entre un et trois ans à boucler la rédaction, tandis que ceux au doctorat peuvent y consacrer jusqu'à quatre ans.

Aux universités de Montréal, Laval et Sherbrooke, la décision d'augmenter ces frais émanait des conseils d'administration des établissements, dont on excluait préalablement les étudiants, ont souligné les représentants. Et quelles hausses ! À l'Université de Montréal, les frais de rédaction sont passés de 68 \$ à 556 \$ par semestre, de 108 \$ à 560 \$ à l'Université Laval, et de 50 \$ à 556 \$ à l'Université de Sherbrooke.

« Pourtant, l'endettement moyen des étudiants de deuxième cycle est de 16 000 \$ à 17 000 \$! déplore Daniel Vigneault. La hausse des frais de rédaction est une incitation nette à l'abandon des études. »



Saab versus à la carte

Plus de 25 Saab 9-5 1999 disponibles en inventaire.

2,1%
taux de location

Bail de 36 mois

SAAB 9-5 1999	10654	Argent	1SC : Cuir classic gris / V6 / Automatique/ Toit ouvrant	Neuf
SAAB 9-5 1999	990511	Argent	ISC : Cuir classic gris / V6 / Automatique/ Toit ouvrant	Neuf
SAAB 9-5 1999	9029	Noir	1SA : Cuir classic beige / Manuelle / Toit ouvrant	Neuf
SAAB 9-5 Wagon 1999	99601	Argent	ISH : Cuir classic gris / Automatique/ Toit ouvrant	Neuf
SAAB 9-5 1999	9375	Argent	ISB : Cuir classic gris / Automatique / Toit ouvrant	Démo 9000 km
SAAB 9-5 Wagon 1999	9651	Bleu métallisé	1SH : Cuir classic beige / Automatique / Toit ouvrant	Démo 500 km
SAAB 9-5 SE 1999	M917026	Argent	1SD : Cuir classic gris / V6 / Automatique / Toit ouvrant	Démo 9600 km

1 888 888-SAAB www.saabcanada.com

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
(Autoroute 15, sortie 25)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassaauto.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

Pour tous les détails, communiquer avec votre détaillant. Modèle illustré à titre indicatif seulement.

Ça s'en vient!

GOODYEAR SELECT

pneus • freins • alignement • amortisseurs

CENTRE DE SERVICES 2010

5135, rue Papineau
(514) 527-9854

CENTRE-VILLE PNEUS ET MÉCANIQUE

11, boul. de Maisonneuve Est
(514) 849-8031

GORDONS GOODYEAR

2125, boul. Cavendish
(514) 481-7771

PNEUS ET MÉCANIQUE SERGE LEFEBVRE

9170, rue Sherbrooke Est
(514) 352-2662

PNEUS ET MÉCANIQUE M.S.

9255, rue Lacordaire
(514) 325-3280

PNEUS DES SOURCES

4910, boul. des Sources, D.D.O.
(514) 684-9532

EN ROUTE PNEUS ET MÉCANIQUE

3614, boul. Saint-Jean, D.D.O.
(514) 624-0608

GRENET PNEUS ET MÉCANIQUE

1755, rue Grenet, Saint-Laurent
(514) 748-9103

PIERREFONDS PNEUS ET MÉCANIQUE

16013, boul. Pierrefonds, Pierrefonds
(514) 620-4277

EN ROUTE PNEUS ET MÉCANIQUE

3000, boul. Mgr Langlois, Valleyfield
(514) 317-3313

Une auto aspergée de peinture sur le pont Champlain

RAYMOND GERVAIS

Isabelle Garceau, une jeune automobiliste qui habite LeMoyne sur la Rive-Sud, n'est pas prête d'oublier son retour à la maison de mardi dernier après sa soirée de travail. Mme Garceau, qui circulait avec son automobile toute neuve sur le pont Champlain, s'est fait asperger de peinture d'apprêt par des ouvriers repeignant la structure du pont.

Circulant dans la voie de droite, elle a bien vu comme une poussière blanche s'abatte sur sa voiture pendant son passage sous les bâches de protection, mais ce n'est que le lendemain matin, en sortant de chez elle, qu'elle a constaté que la poussière était en réalité de la peinture.

Mme Garceau s'est rendue chez le concessionnaire Acura où elle a acheté sa voiture le 7 septembre dernier au coût de 26 000 \$, pour apprendre qu'il était impossible de faire disparaître les points blancs parsemant son automobile vert forêt.

« Ils ont tout essayé, pâte nettoyante, polisseuse, diluant à peinture, savon doux et fort, rien n'y fait. Pas moyen de faire disparaître un seul des fameux picots blancs. Cette semaine, Acura doit vérifier auprès d'une firme spécialisée si un sablage au jet d'eau peut effacer les points blancs. Sinon, il ne reste plus qu'à sabler la voiture au complet, remplacer le pare-brise et la repeindre au complet. Le coût de l'opération, 4000 \$. Je suis découragée », a raconté Mme Garceau.

À la Société des pont Jacques-Cartier et Champlain, on confirme que des travaux de peinture avaient lieu mardi vers 23 h 15,

Fusion : les Madelinots sont divisés

RAYMOND GERVAIS

Les Madelinots sont divisés sur la question « Un archipel, une ville ». Hier, lors d'un référendum portant sur la fusion des huit municipalités qui forment l'archipel des Îles-de-la-Madeleine, quatre villages se sont prononcés en faveur de la fusion, tandis que quatre autres se sont prononcés contre.

Le projet défendu par la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel, est donc loin de faire l'unanimité chez les insulaires. Des 14 000 habitants des Îles, 6129 personnes se sont prononcées.

À Cap-aux-Meules, 643 résidents se sont prononcés contre le projet, alors que 107 ont votés OUI. À Fatima, 847 ont dit NON et 501 OUI. À l'Étang-du-Nord, 1008 se sont prononcés en faveur du projet de la création d'une ville unique alors que 243 préfèrent conserver le statu quo.

À Grosse-Île, 275 personnes ont dit OUI et 12 ont répondu NON. À Grande-Entrée, 275 sont en faveur de la fusion tandis que 25 la refuse. À l'Île-d'Entrée, l'îlot le plus isolé de l'archipel, 55 résidents ont dit OUI et 2 ont dit NON. À Havre-Aubert, 957 électeurs refusent de former une nouvelle municipalité, alors que 161 ont votés en faveur du projet ministériel. À Havre-aux-Maisons, 859 personnes aimeraient se retrouver au sein de la nouvelle « Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine », alors que 159 préfèrent demeurer à Havre-Aubert.

Les propos de la ministre Harel visant à rassurer la communauté anglophone de Grosse-Île, en lui promettant qu'elle conserverait son statut bilingue à l'intérieur de la nouvelle ville, n'auront pas suffi à rassurer la population, le NON l'ayant emporté par une très forte majorité.

Les élus de chacun des villages devront peut-être trancher, la population s'étant prononcée.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

L'automobile de Mme Isabelle Garceau a été aspergée de peinture mardi, vraisemblablement par des ouvriers qui effectuaient des travaux, alors qu'elle roulait sur le pont Champlain.

grandescunt aucta labore

(Par le travail, toute chose augmente et croît.)

POUR LA SEPTIÈME ANNÉE D'AFFILÉE, MCGILL ARRIVE EN TÊTE D'UN SONDAGE VISANT À IDENTIFIER LA MEILLEURE UNIVERSITÉ CANADIENNE.*

Nous tenons à partager cet honneur avec tous ceux et celles qui en sont la cause. Merci.



McGill

Ce résultat en dit long sur le calibre de notre personnel, enseignant ou non enseignant, de nos anciens étudiants, de notre effectif étudiant actuel, de nos amis et de la ville de Montréal. Comme l'atteste notre devise : Le travail est payant!

* Dans un sondage téléphonique réalisé par la firme Gallup entre le 13 et le 21 août 1999, on a demandé à 1 014 Canadiens d'âge adulte quelle université du pays était la meilleure à leurs yeux.

Heureusement

le WRANGLER ULTRA GRIP est là

avec une bande de roulement à composé de silice qui procure une excellente maniabilité sur sol mouillé, glacé ou enneigé.

1 800 GOODYEAR

* À l'achat de 4 de ces pneus.



à seulement
**Forfait «Prêt
pour l'hiver»** **39⁹⁵\$**
Taxes en sus

- 1 Vidange d'huile, changement de filtre et lubrification
- 2 Vérification de la puissance de la batterie et du système de charge
- 3 Mise à niveau de tous les liquides du moteur
- 4 4 litres de liquide lave-glace
- 5 Inspection des freins avant et arrière



- 6 Permutation et vérification de la pression des 4 pneus
- 7 Vérification des essuie-glaces et du système de lave-glace
- 8 Vérification des clignotants d'urgence et des feux d'arrêt
- 9 Vérification du système de chauffage et de température
- 10 Ajustement des courroies et des boyaux, s'il y a lieu

SUR RENDEZ-VOUS. Valable sur présentation de ce bon pour la plupart des voitures et camionnettes, jusqu'au 31 décembre 1999.



pneus • freins • alignement • amortisseurs

SERVICE DE PNEUS AUTOCAM
8301, boul. Métropolitain Est, Anjou
(514) 354-7444

PNEUS MÉCANIQUE ALAIN CHAGNON
5280, route 132, Sainte-Catherine
(450) 635-1869

CENTRE DU PNEU RADIAL LA PRAIRIE
430, boul. Taschereau, La Prairie
(450) 659-1994

LES PNEUS MONT-BRUNO INC.
610, boul. Clairevue Ouest, Saint-Bruno
(450) 461-0373

QUATRO PNEUS ET MÉCANIQUE
85, rue Sainte-Foy, Longueuil
(450) 679-5250

SERVICE DE PNEUS AUTOCAM
2775, route Marie-Victorin, Tracy
(450) 743-2711

PNEUS ARGENTEUIL SAINT-EUSTACHE
220, 25^e Avenue, Saint-Eustache
(450) 472-7506 poste 11

DUMOULIN PNEUS ET MÉCANIQUE
1250, boul. Labelle, Chomedey
(450) 688-3575

CENTRE DE L'AUTO ROSEMÈRE
261, boul. Labelle, Rosemère
(450) 435-5713

ATELIER MÉCANIQUE TERREBONNE
1810, chemin Gascon, Terrebonne
(450) 492-0487

PNEUS MATHIEU, FREINS & SUSPENSION
851, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme
(450) 436-1060

Le bonheur dans une famille d'accueil

LILIANNE LACROIX

« Au début, on aurait voulu être des sauveurs. Mais on s'est vite cogné le nez et on a appris qu'une famille d'accueil ne peut qu'aider... à condition que le jeune lui-même le veuille bien ! »

En cette semaine des familles d'accueil, Virginie ⁽¹⁾ a voulu témoigner du cheminement effectué par les jeunes qui sont passés chez elle mais surtout de l'expérience enrichissante que ces jeunes lui auront permis de vivre. « Ça m'a forcée à grandir, à prendre ma place », admet-elle.

Il y a quatre ans, après avoir perdu son emploi, Virginie a décidé de se réorienter : « C'était le petit coup de pouce qu'il fallait. Depuis au moins dix ans, je mijotais l'idée de constituer une famille d'accueil... »

Son mari Robert ne s'est pas fait prier, pas plus que leurs deux enfants, devenus adultes et qui partageaient encore le domicile familial : « Nous, on ne savait pas dans quoi on s'embarquait, sourit Brigitte, 23 ans. Au début, on a trouvé ça *rushant*. T'es habitué à une famille de quatre et du jour au lendemain tu te ramasses neuf dans la maison ! »

Pour Jean-Sébastien, 18 ans, ce séjour chez Virginie et Robert lui aura fourni la chaleur dont il avait désespérément besoin : « J'habitais dans une autre famille d'accueil mais je ne m'adaptais pas au style un peu militaire de l'endroit. Ici, dès que je suis entré, j'ai compris que ça marcherait ».

Jean-Sébastien était venu annoncer à ses ex-parents d'accueil qu'il s'enrôlerait dans l'armée tout en poursuivant des cours au cégep. Tandis que Robert et Virginie le félicitaient, Brigitte le picossait gentiment : « Tu étais destiné à ça. T'as passé trois ans chez les cadets ici... Hein, caporal ? »

Pour Jean-Sébastien, c'était l'occasion de brasser de bons souvenirs : « Virginie était stricte avec les heures de coucher. Mais même si cela défaisait un peu son horaire, elle me permettait d'aller chez les cadets car elle savait quelle importance ça avait pour moi ».

- Ce qu'on travaille surtout ici, c'est le respect, explique Virginie. Si on veut s'adapter, on ne peut pas le faire entre adultes. Le jeune doit avoir sa part dans la décision sinon il aura encore l'impression de s'être fait organiser...

Retourné dans sa famille naturelle où il peut maintenant vivre plus épanoui, Mathieu, 17 ans, renchérisait : « Virginie est déjà venue chercher ma pompe d'asthmatique chez ma mère. Quand j'ai commencé à faire ma route de journaux, elle s'est levée au petit matin pour m'accompagner pendant quelques jours... »

Mathieu avait d'abord refusé de rester et on avait dû le retourner au centre d'accueil : « Chez ma mère, je pouvais rentrer à 4h du matin, j'avais de la misère à m'adapter à la discipline. Mais au centre d'accueil, j'ai vite compris que j'avais levé le nez sur une bonne famille et j'ai décidé de revenir. »

Parfois jaloux de la famille d'accueil qu'ils voient comme rivale, les parents naturels en arrivent habituellement à devenir des alliés : « Les jeunes viennent faire un tour chez nous, on les aide à faire un bout de chemin mais leur place, c'est chez eux, avec leur famille », déclare Virginie.

Malgré la discipline, René et Virginie savent mettre une dose de fantaisie dans le quotidien.

« Te souviens-tu la fois où on est allé jouer au bowling à 3h du matin ? » lance Robert en riant avant d'expliquer : « Après minuit, ça coûte moins cher. En gang, ça paraît. »

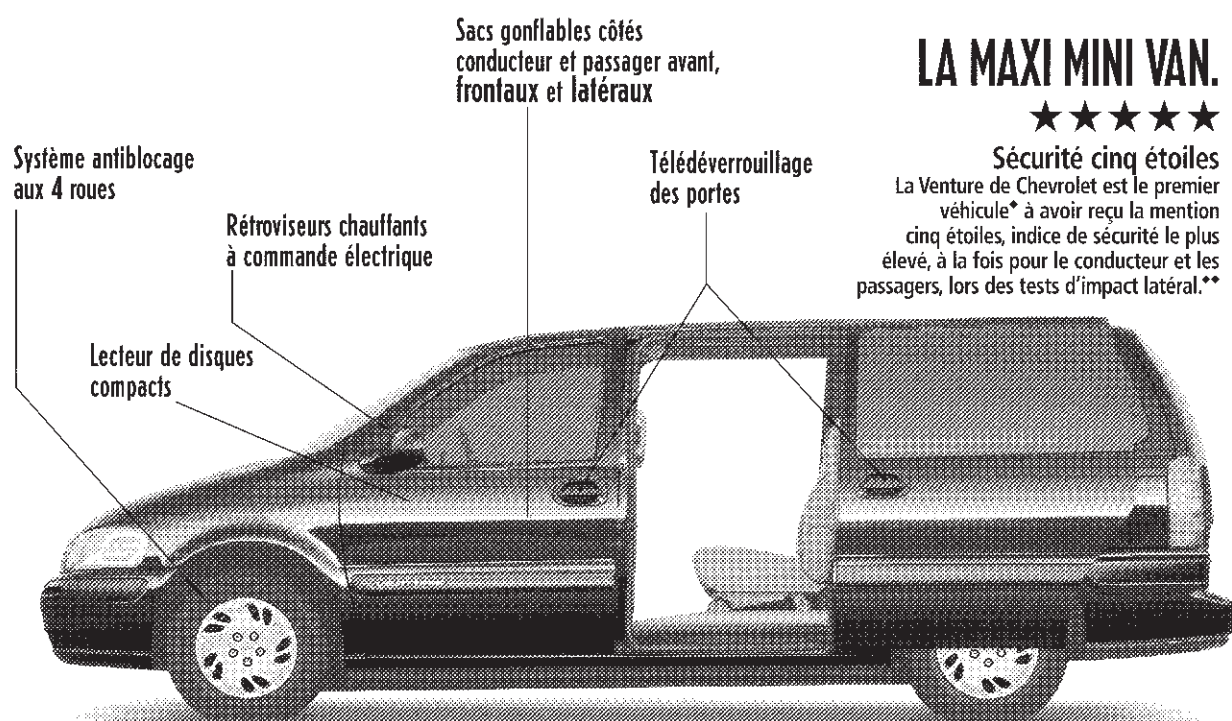
C'est lui aussi qui, un jour, leur a proposé une « aventure » : « Je leur ai suggéré d'aller à la messe. Mais attention ! Pas n'importe quelle messe, celle du Jeudi Saint, où on communique aux deux espèces. Ça veut dire du pain... mais aussi du vin. À la maison, je ne peux pas prendre la responsabilité de leur offrir de l'alcool, mais là, c'était M. le curé », explique Robert avec l'air coquin d'un gamin qui a réussi une bonne blague.

« On entend souvent parler des abus dans les familles d'accueil. Mais il y en a aussi de très bonnes, il faut le rappeler », déclare Virginie.

C'est Jean-Sébastien, avec sa franchise crue, qui leur rendait le plus vibrant hommage : « Ce que je souhaitais le plus au monde, c'était de retourner auprès de mes parents. Ici, c'était la deuxième meilleure affaire qui pouvait m'arriver. »

(1) Dans le but de protéger les jeunes vivant dans la famille d'accueil, tous les noms ont été changés.

Venture 2000. Maxi flexibilité.



LA MAXI MINI VAN.

★★★★★

Sécurité cinq étoiles
La Venture de Chevrolet est le premier véhicule* à avoir reçu la mention cinq étoiles, indice de sécurité le plus élevé, à la fois pour le conducteur et les passagers, lors des tests d'impact latéral.**

Mini prix.

268\$ /mois*
location 36 mois
transport et préparation inclus

OU
3,9%
à l'achat**

Comptant	Mensualité
0\$	408\$
2 359\$	338\$
4 724\$	268\$

- 2 portes latérales coulissantes
- Moteur V6 de 3,4L de 185 HP
- Boîte automatique 4 vitesses
- Système antiblocage aux 4 roues
- Sacs gonflables côtés conducteur et passager avant, frontaux et latéraux
- Climatiseur
- Verrouillage des portes à commande électrique

- Vitres teintées à commande électrique
- Rétroviseurs chauffants à commande électrique
- Télédéverrouillage des portes
- Régulateur de vitesse
- Lecteur de disques compacts
- Sièges pour 7 passagers
- Volant inclinable

GM L'Association Marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec vous suggère de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux Venture (empattement court) neuves 2000 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Modèle illustré (empattement allongé) à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 475\$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12¢ du km après 60 000 km. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Taux de financement à l'achat de 3,9% jusqu'à 48 mois. ***Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. *Catégorie voiture ou camion. **Tests effectués par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.U. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com



Venture. La Maxi Mini Van.

DERNIÈRE CHANCE



Olds. Alero GX 99

- Moteur 2,4 L DACT de 150 CV
- Transm. auto. surmult.
- Climatiseur • Démonstrateur

18 999\$*

Olds. Alero GL 99

- Moteur V6
- Groupe électrique
- Climatiseur

21 999\$*

Olds. Intrigue GX 99

- Moteur V6 de 215 CV
- Climatiseur
- Tout équipé

23 999\$*

Malibu 99

- Moteur 2,4 L de 150 CV
- Groupe électrique
- Climatiseur

17 999\$*

Tracker 4x4 99

- Climatiseur • CD
- Régulateur de vitesses
- Roues en aluminium

18 999\$*

Cavalier 4 portes 99

- Transmission automatique
- Climatiseur • Régulateur de vit.
- Portes électriques

14 999\$*

Metro 99

- Transmission manuelle
- Championne de l'économie d'essence

8 999\$*



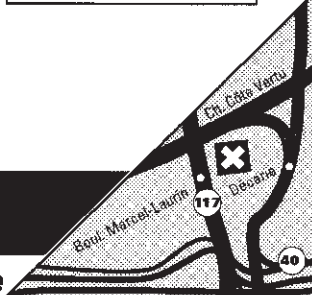
6 DÉMONSTRATEURS À LIQUIDER

925, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent (Québec) (514) 744-6401

Site Web: www.decariechevrolet.com

*Sujet à approb. de crédit. Pour utilis. pers. Taxes, imm., ass. et transp. en sus. Prép. incl. Le modèle peut différer de l'illust. Détails chez le concessionnaire.

2 min. au nord de l'échangeur Decarie





Dimanche, 17 octobre 1999

Le Gala Excellence 1999

La personnalité de l'année 1999

Louise Arbour

Dans les lointains pays de guerres et de massacres sur lesquels il lui a bien fallu ouvrir les yeux, Louise Arbour a mené sa propre guerre tambour battant pour le bénéfice de la justice

ANNE RICHER

Elle a accepté l'un des plus ingrats mandats du monde, celui de procureur des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, il y a maintenant un peu plus de trois ans. L'un des plus spectaculaires aussi, rempli d'obstacles et de défis.

Dans ces lointains pays de guerres et de massacres sur lesquels il lui a bien fallu ouvrir les yeux, parcourir en hélicoptère et à pied les charniers, en découvrir toute l'horreur, Louise Arbour a mené sa propre guerre tambour battant pour le bénéfice de la justice. Reprenant, malgré des images obsédantes qui l'ont parfois temporairement vidée de sa foi, le même combat avec la même détermination.

La femme brune, menue, énergique, du début de la cinquantaine, a été vue et reconnue sur toutes les télévisions du monde. Non pas tant pour la gloire que pour l'espoir. D'ici, on la suivait comme une héroïne. Elle traquait les criminels de guerre avec une grande dignité.

La petite Canadienne, originaire de Montréal, mère de trois enfants, a choisi le droit comme arme. Une arme qu'elle jugeait efficace dans un objectif essentiellement pacifique, en dépit des terrains minés, autant ici qu'ailleurs. « Je ne suis pas une assoiffée de sang, a-t-elle déjà dit. Je veux des méthodes douces d'arrestation et de reddition volontaire. » Elle veut croire que tous ceux qui sont coupables de crimes contre l'humanité comparaitront un jour devant les juges.

Comment est-elle ce qu'elle est ? À la naissance, elle a été créée de matière rigoureuse et souple. À la fois douce et solide. Sur fond d'opiniâtreté et d'intelligence, les fées ont saupoudré le sens absolu de la justice. Et elles ont ajouté une qualité rare chez les gens sérieux : le sens de l'humour. Puis, comme formation académique de jeunesse, elle a fréquenté le collège Regina Assumpta sous la direction de la Congrégation de Notre-Dame.

Ainsi équipée, on peut croire sans peine qu'il n'y avait plus rien à son épreuve.

Un autre lieu pour agir

La Cour suprême du Canada la reçoit depuis le 15 septembre dans des bureaux qui n'ont plus rien à voir avec la brousse, ni même avec le niveau d'adrénaline aigu qui l'a animée depuis trois ans.

La « Dame de fer » du Tribunal pénal international a assumé les trois quarts de son mandat. Elle a quitté un peu plus tôt que prévu. Elle a une famille en premier lieu. Et puis : « Je quitte un travail en chantier mais qui le sera toujours », avait-elle déclaré à un journaliste. Elle savait déjà qu'elle ne solliciterait pas un autre mandat de quatre ans, elle craignait entre autres de ne pouvoir maintenir le même niveau d'intensité, d'efficacité, de vision. Dans ces conditions, l'offre d'entrer à la Cour suprême lui semblait un départ honorable.

Au mois de juin dernier, la Fondation Louise-Weiss lui a décerné son prix annuel pour « son action si courageuse, lucide et indépendante ». Louise Weiss voulait récompenser par ce prix les auteurs ou les institutions ayant le plus contribué à l'avancement des sciences de la paix, à l'amélioration des relations humaines et aux efforts en faveur de l'Europe. Madame Arbour a rejoint ainsi des lauréats précédents prestigieux tels Anouar El Sadate, Helmut Schmidt, Simone Veil, Mario Soares, Médecins sans Frontières ou Jacques Delors.



Sous la gouverne de Louise Arbour, la justice internationale a fait un bond de géant et progresse maintenant « à la vitesse de la lumière ». La machine fonctionne désormais à plein régime et le nombre d'arrestations ne cesse de croître.

Louise Arbour a 52 ans. Elle est entrée au barreau du Québec en 1971. Par la suite, elle postule comme assistante juridique à la Cour suprême du Canada où elle rencontre son futur mari.

Elle poursuit son ascension, malgré des obstacles comme ceux que l'on peut imaginer lorsqu'il s'agit d'affronter un milieu essentiellement anglophone, et essentiellement masculin. C'est en partie grâce à sa personnalité pleine d'humour que les obstacles sont levés. Du reste, beaucoup de juristes n'hésitent pas à louer sa détermination et son courage.

Professeure agrégée, puis vice-doyenne de la faculté de droit Osgoode Hall, de l'Université York, à Toronto, elle est nommée juge de première instance à la Cour suprême de l'Ontario et, en 1990, membre de la Cour d'appel de cette province, la plus peuplée du Canada. En avril 1995, elle est nommée présidente de la Commission chargée de formuler

des recommandations sur le système pénitentiaire canadien, à la suite d'événements violents survenus à la prison pour femmes de Kingston. Ce fut pour elle une expérience marquante, tant sur le plan humain que sur le plan juridique.

Une parenthèse et un bilan

Elle a fermé maintenant la parenthèse qui la tenait, comme un fil, rattachée à sa mission de procureure du TPI. Bien sûr qu'il y a des regrets. Des tâches aussi intenses qui requièrent un si haut degré de responsabilités ne peuvent s'oublier d'un coup.

On lui a donné tous les noms. Louise Arbour, si elle a connu des moments de haine, a même pu se faire des alliés chez certains ennemis de terrain. « Procureure de fer, femme culottée, Loulou, etc. », tout cela traduisait l'importance de la tâche qu'elle devait accomplir puisqu'elle ne laissait personne indifférent. « Quand je suis arrivée

ici, en 1996, il y avait sept personnes en détention, rappelle-t-elle. On me disait qu'il y avait peu de chances de faire mieux. On disait que tout le monde était protégé par les gouvernements, en Bosnie et en Croatie. On n'a pas tout gagné, c'est vrai, mais les coupables savent maintenant qu'ils ne sont plus tranquilles. On a démontré pouvoir devenir une force d'enquête criminelle pertinente. »

Il serait bon de rappeler quelques chiffres :

— Le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie a été fondé le 25 mai 1993.

— Son budget est passé de 10 millions américains à 94 millions en 1999. Il emploie près de 750 personnes.

La machine fonctionne maintenant à plein régime et le nombre d'arrestations aussi. La justice internationale sous sa gouverne a fait un bond de géant et

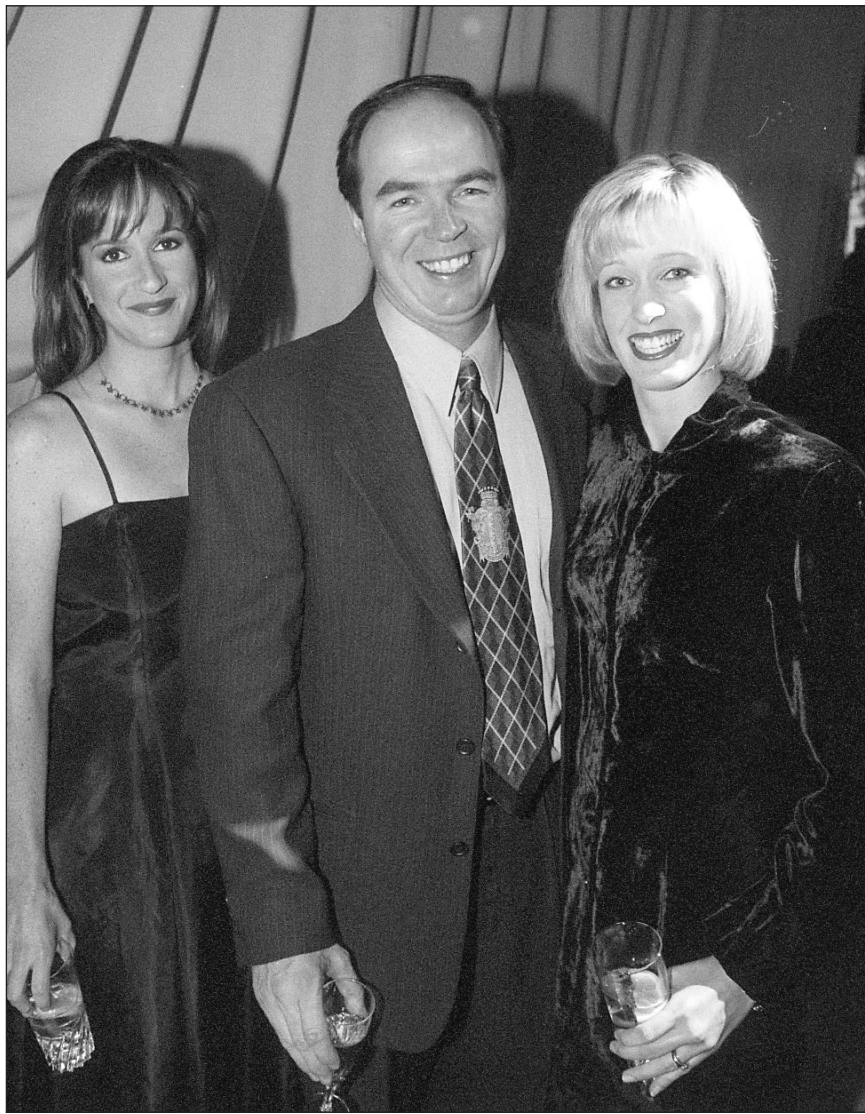
progressé « à la vitesse de la lumière ». Elle veut qu'il y ait des procès, « que les Rwandais voient les juges à l'oeuvre ».

La juge ne pourra certainement pas oublier que, chaque fois qu'elle s'est aventurée au Rwanda, l'hostilité était palpable. Les criminels de guerre hutus, bon, la population voulait bien en théorie les arrêter, mais c'est à elle, apparemment que l'on voulait faire un procès. Cette empêcheuse de tourner en rond a certainement mis sa vie en péril quelques fois.

Oui, dans cette aventure unique, expérience qui n'arrive qu'une fois dans la vie, madame la juge doit avoir bien des souvenirs. Notamment sa visite dans un village bosniaque, où l'on venait de découvrir un nouveau charnier.

Il y a fort à parier que, dans le bureau feutré et élégant de la Cour suprême, l'imminente juge jettera parfois un regard troublé par la fenêtre, en rêvant que tout ce qui a été semé par sa volonté puisse prendre racine. Et pour toujours...

Le Gala Excellence 1999



La comédienne Élyse Marquis en compagnie de l'animateur Benoît Johnson et sa conjointe Marie-Claude Laliberté.



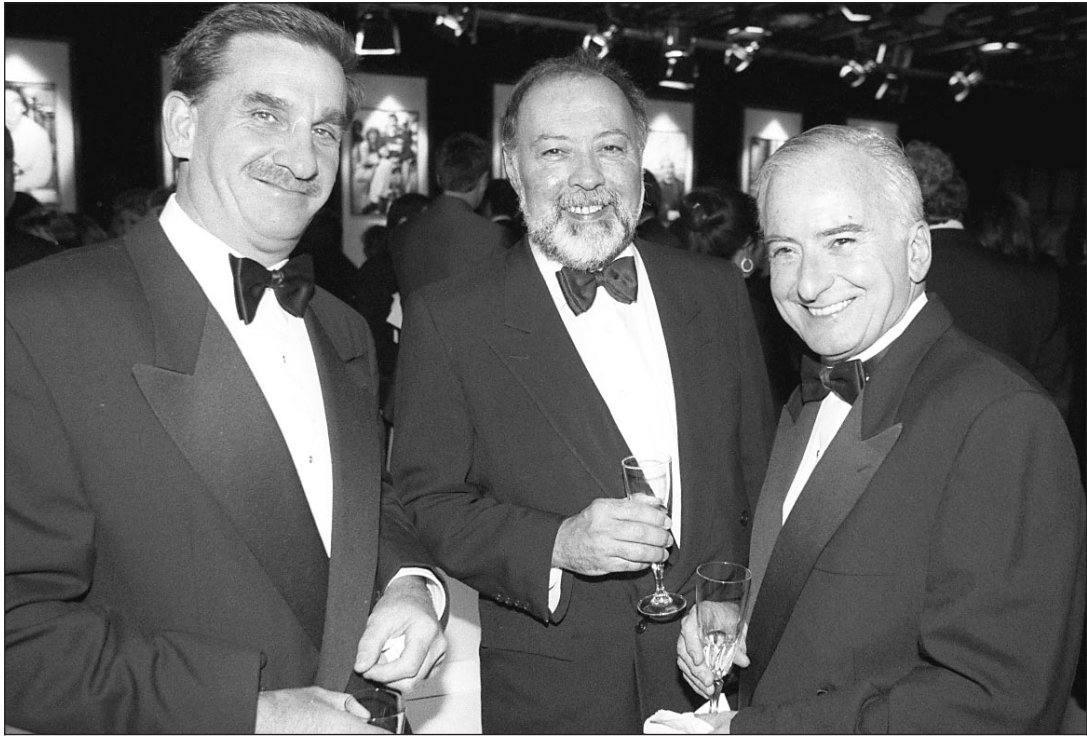
Lionel Béliveau, fondateur de l'Institut Philippe-Pinel et Personnalité de la semaine du 24 janvier ainsi que sa conjointe Nicole Ricard.



Jean-Guy Dubuc, Personnalité de la semaine du 2 mai et président du conseil d'administration d'Éduc'alcool, en compagnie de Madeleine Saint-Jacques, présidente du conseil de Saint-Jacques Vallée, Young et Rubicam, Ronald Corey, Personnalité de la semaine du 1^{er} août, et ancien président du club de hockey Canadien, ainsi que Claude Masson, éditeur adjoint de *La Presse*.



Jacques Tousignant, vice-président ressources humaines à *La Presse*, avec sa conjointe Nicole Pichette, Danièle Sauvageau, Personnalité de la semaine du 21 mars, et Larry Smith, pdg des Alouettes et Personnalité de la semaine du 22 novembre.



Yves Séguin, de la Banque de Montréal, Serge Turgeon, directeur du Théâtre du Rideau Vert, et Guillermo de Andrea, son directeur artistique.



Nanette Workman, Sylvain Michel et Luce Dufault faisaient partie du spectacle.



Jacques Bougie, président d'APA et Personnalité de l'année dans la catégorie Affaires, administration et institutions.

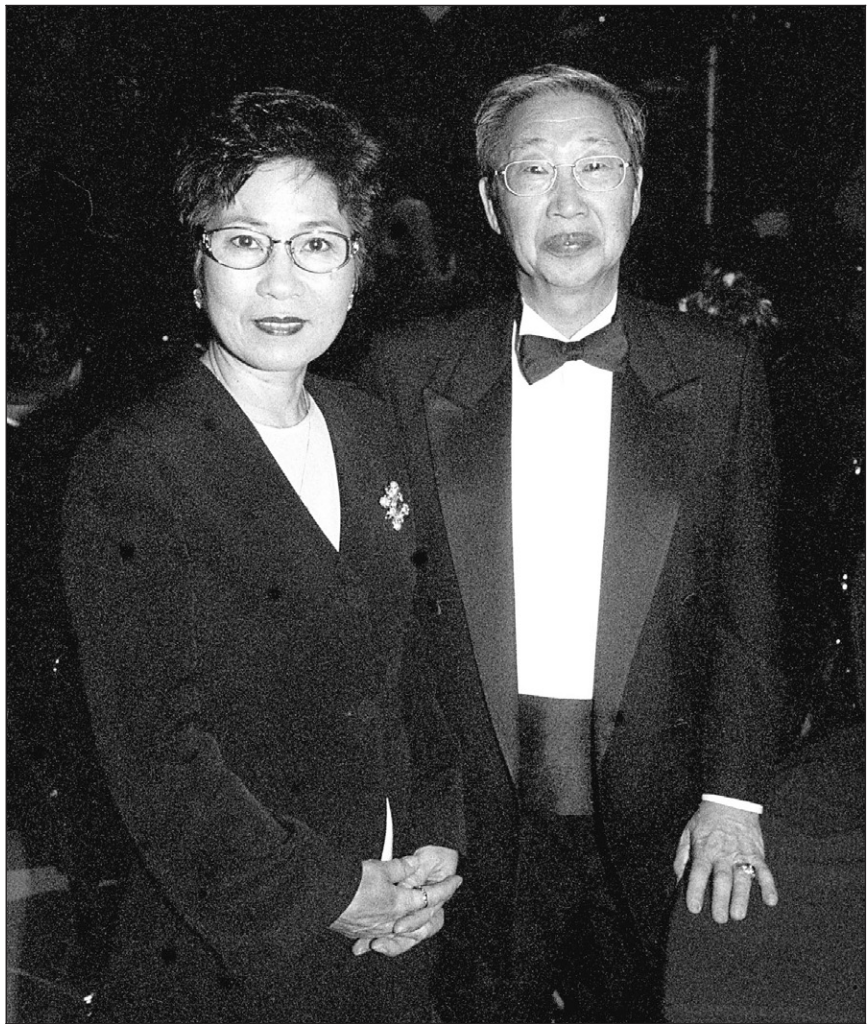


Oliver Jones, Normand Brathwaite et Gregory Charles en spectacle.

Le Gala Excellence 1999



François Tavenas, recteur de l'Université Laval, Pierre Reid, recteur de l'Université de Sherbrooke, Louise Arbour, Personnalité de l'année, et Jacques Bordeleau, directeur-général de la Conférence des recteurs.

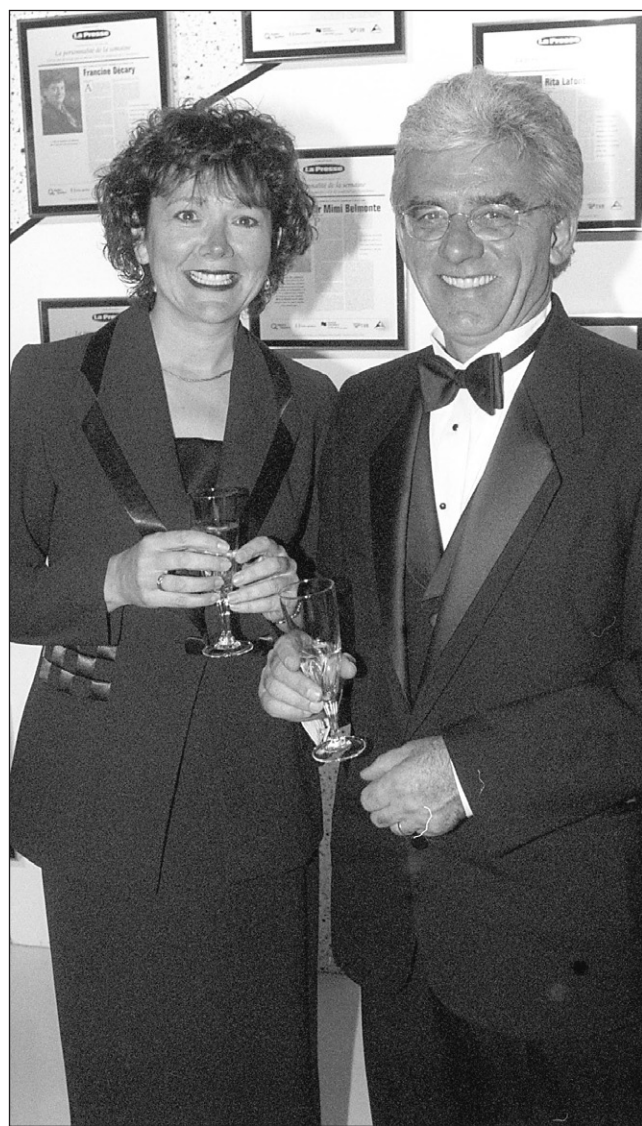


En compagnie de son épouse Inhi, Young Sup Chung, Personnalité de la semaine de 18 juillet, professeur de sciences biologiques à l'Université de Montréal.

**Photos:
ALAIN ROBERGE
et PIERRE McCANN**



Francine Décary, directrice-générale de Héma-Québec et Personnalité de la semaine du 31 janvier.



Laurette Ménard, coordonnatrice du programme communautaire aux études « Je réussis » et Personnalité de la semaine du 9 mai, avec son compagnon, Réjean Gaudette.



Caroline Brunet, Personnalité du 5 septembre, en compagnie d'un ami, Mo Habbous. Mme Brunet a également été nommée Personnalité de l'année dans la catégorie Sports et loisirs.



Colette Pâquet, et son conjoint Bernard Pâquet, Personnalité de la semaine du 7 février qui a organisé le premier Sommet mondial de la nordicité, en compagnie de Angela Taddeo et de son conjoint Dominic Taddeo, Personnalité de la semaine du 27 juin et président directeur général du Port de Montréal.

PASSEZ à l'ACTION avec une 2000

Grâce à vous nous sommes le #1 des ventes au détail Chrysler au Québec[†]
en ville c'est... Pie-IX 2000

Les meilleurs prix à 0 \$ comptant.

 Grand Cherokee Limited 2000 • V8 • Bien équipé 0\$ comptant 569\$*/mois	 Grand Cherokee Laredo 2000 Bien équipé 0\$ comptant 489\$*/mois
 DURANGO SLT 2000 Nouveau moteur V8 4,7 litres, 7 passagers et beaucoup plus. 0\$ comptant 489\$*/mois	 Grand Caravan 2000 • Climatiseur • 7 passagers • V6 • Groupe électrique • Radio cassette • Vitres fumées du manufacturier • Portes coulissantes 0\$ comptant 339\$*/mois
 Caravan 2000 • Climatiseur • 7 passagers • V6 • Groupe électrique • Radio cassette • Vitres fumées du manufacturier • Porte coulissante 0\$ comptant 319\$*/mois	 Intrepid ES 2000 • Boîte automatique avec Autostick • V6 • Roues en alliage • Bien équipé 0\$ comptant 379\$*/mois
 2000 La voiture de l'année 1999 selon le Motor Trend • Boîte automatique avec Autostick • Sièges chauffants avec mémoire • Très bien équipée 0\$ comptant 499\$*/mois	 NEON 2000 • radio AM/FM, lecteur de cassettes • volant inclinable • garantie prolongée 5 ans 100 000 km 0\$ comptant 229\$** ou 15 995\$*** à 0% d'intérêt

Les photos à titre indicatif

pie IX DODGE CHRYSLER 2000 inc.

9350, boul. Pie-IX Montréal (Nord de Métropolitain) (514) 327-9000
www.pieixchrysler2000.com

* Location 36 mois, transport et préparation 1299\$, plus taxes applicables.
 ** Location 48 mois, transport et préparation 995 \$, plus taxes applicables.
 *** Transport et préparation 995\$, plus taxes applicables.
 † Selon le rapport de Chrysler Canada, période septembre 1999.

Les taxes du Centre Molson de nouveau sur la sellette

Michèle Ouimet

Complicé ? Inextricable ? Haute voltige financière ? Le Tribunal administratif du Québec reprend ce matin ses travaux sur la contestation du compte de taxes du Centre Molson, une cause particulièrement complexe qui mobilise une panoplie d'avocats et d'experts, payés en partie par les fonds publics, et qui s'étirera tout au long de l'an 2000 pour se conclure quelque part en 2001... si tout va bien.

Le Centre Molson prétend que son stade ne vaut que 35 millions, alors que la Ville de Montréal affirme qu'il est plutôt évalué à 177,6 millions. Si Molson gagne, la Ville perdra 25 millions en recettes fiscales, sans compter les intérêts.

La Communauté urbaine de Montréal, qui évalue tous les immeubles qui sont situés sur le territoire de l'île de Montréal, fonde son évaluation sur le coût de construction du stade, alors que Molson se base plutôt sur la valeur de son entreprise.

Taxes locales

En plus des taxes foncières qui totalisent 3,5 millions, le Centre Molson conteste les taxes locales qui s'élèvent à 5,3 millions. Et c'est là que le dossier se corse.

Qui doit payer les taxes locales ? Le propriétaire occupant, soit le Centre Molson, répond la Ville de Montréal. Ceux qui louent le stade, comme Céline Dion ou l'équipe de soccer l'Impact, ou les détenteurs de loges (Molson loue 135 loges au prix moyen de 100 000 \$ par année), rétorque le Centre Molson.

L'amphithéâtre est occupé 160 jours sur 365 (le Club de hockey Canadien, qui appartient à Molson, joue seulement une cinquantaine de soirs). Le reste du temps, soit 205 jours, le stade est vide. Molson affirme qu'il ne devrait pas payer de taxes pendant ces jours morts. « Dans un centre d'achats, plaide l'avocat de Molson, Pierre Galardo, le propriétaire ne paie pas de taxes pour un local vide. On demande la même chose. »

Absurde, rétorque l'avocat de la Ville, Patrice Brunet. « Dans un hôtel, si le propriétaire ne loue pas toutes ses chambres, il paie tout de même son compte de taxes au complet », argumente-t-il.

Si Molson obtient gain de cause, la Ville affirme que ce ne sera pas « gérable », car elle devra courir après plus de 200 locataires, tenir une comptabilité serrée de leur temps d'occupation et expédier à chacun un compte de taxes séparé. De quoi occuper un fonctionnaire à temps plein. La Ville craint aussi comme la peste l'effet boule de neige que pourrait provoquer un jugement favorable à Molson.

« Les théâtres exigent de ne pas payer de taxes les soirs où il n'y a pas de représentation et les salles de spectacles demanderont la même chose pour les soirs de relâche », explique Patrice Brunet.

Bataille juridique

Molson veut refiler le compte de taxes à ses locataires ? Parfait, a dit la Ville, qui a demandé la permission au tribunal de les citer comme « mis en cause » dans la présente contestation, car si Molson gagne, ce sont eux qui vont se ramasser avec la facture.

Le tribunal a acquiescé à la demande de la Ville le 2 août. Molson s'est retrouvé, bien malgré lui, à jeter ses quelque 200 locataires dans une longue bataille juridique. Il a donc décidé d'en appeler de la décision du tribunal administratif devant la Cour supérieure. Aucune date d'audition n'a encore été fixée. La cause pourrait se rendre jusqu'en Cour suprême.

Le volet des taxes locales est donc bloqué jusqu'à ce que la Cour supérieure tranche le litige. En attendant, le tribunal planchera sur les taxes foncières. M. Christopher Bovaird, responsable de l'amphithéâtre chez Molson, continue aujourd'hui son témoignage très pointu et hautement technique sur les arcanes financières du Centre.

M. Bovaird est le deuxième témoin à comparaître... après 21 jours d'audiences. Molson a présenté une liste de 28 témoins, qu'elle a l'intention de raccourcir. Ils seront tous contre-interrogés par la Ville. Puis la Ville et la CUM feront comparaître leurs propres témoins qui seront, à leur tour, contre-interrogés par Molson, etc.

Les avocats décortiqueront pendant des jours les états financiers de la Ligue nationale de hockey et du Centre Molson et ils s'interrogeront sur le coût d'un mur de briques et d'un siège au stade. Le dossier, de l'avis des avocats, est « éminemment » technique.

Et pour compliquer le portrait, ajoutons que le Centre Molson n'est pas seul. Le Canadien Pacifique détient une partie du terrain et il conteste son compte de taxes. Lui aussi a son avocat, ses experts et ses témoins.

En fin de compte, les contribuables vont se retrouver avec la note. Que Molson gagne ou perde, il faudra bien payer les honoraires des avocats. La Ville de Montréal a déjà adopté des crédits de 748 000 \$ pour les années 1999 et 2000.

L'EXPERT • ENTRETIEN

Préparez votre voiture à la grande froidure.

FORFAIT D'ENTRETIEN HIVERNAL

28,88\$*

PLUSTAXES

- Lubrification, vidange d'huile et filtre.
- Vérification de l'efficacité et du niveau du liquide de refroidissement.
- Mise à niveau des liquides de frein, de transmission et de direction assistée.
- Permutation des pneus et réglage de la pression.
- Vérification des phares, feux, boyaux, courroies et de la batterie (dans les ateliers participants)
- Vérification GRATUITE des freins avec rapport écrit.
- Contenant GRATUIT de liquide à lave-glace.

BATTERIES MIDAS OR

NOS BATTERIES SE CARACTERISENT PAR :

Puissance de démarrage supérieure par temps très froid.

Puissance de réserve supérieure nécessitée par les accessoires et les ordinateurs de bord.

Garantie de 72 mois avec remplacement gratuit au cours des 18 premiers mois.

15%

DE RÉDUCTION SUR LES PLAQUETTES OU LES SEGMENTS DE FREINS

Les pièces doivent être installées par un technicien Midas.

PAYEZ EN 90 JOURS

AVEC VOTRE CARTE DE CRÉDIT MIDAS, SUR APPROBATION DE CRÉDIT.

Financement pratique et fiable

Taux d'intérêt concurrentiels

Versements mensuels peu élevés

CES OFFRES PRENNENT FIN LE 31 DÉCEMBRE 1999 ET S'APPLIQUENT À LA PLUPART DES VÉHICULES. VOIR LES DÉTAILS DANS LES ATELIERS PARTICIPANTS.

Des gens d'une grande franchise.



• BOUCHERVILLE 641-4600 • CHAMBLY 447-3100 • CHÂTEAUGUAY 691-8181 • DOLLARD-DES-ORMEAUX 683-8322
 • KIRKLAND 694-6670 • LACHINE 634-7079 • LAFONTAINE 438-8181 • LASALLE 363-7022 • LAVAL (CHOMÉDEY) 681-1601
 • LAVAL (PONT VIAU) 667-5120 • LAVAL (ST. MARTIN) 668-8101 • LONGUEUIL 670-8160 • MONTRÉAL (CÔTE-DES-NEIGES) 735-2577 • MONTRÉAL (N.D.G.) 481-0404
 • MONTRÉAL (ROSEMONT) 526-1627 • REPENTIGNY 581-1370 • ROSEMÈRE 437-4476 • SHERBROOKE 563-3828 • ST-CONSTANT 635-2990 • ST-EUSTACHE 473-1443 • ST-HUBERT 676-0291
 • ST-JEAN 348-3861 • ST-LAURENT 956-9000 • ST-LÉONARD 259-4681 • TERREBONNE 471-7550 • VERDUN 765-9589

loto-québec

Tirage du 99-10-16		GAGNANTS	LOTS
6/6	3	752 126,20 \$	
5/6+	3	225 637,80 \$	
5/6	226	2 396,10 \$	
4/6	12 553	82,70 \$	
3/6	232 271	10,00 \$	
Numéro complémentaire: 40		Ventes totales: 15 189 927 \$	Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

Tirage du 99-10-16		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	37	500,00 \$	
4/6	1 752	50,00 \$	
3/6	26 121	5,00 \$	
BONI	109	917,43 \$	
Numéro complémentaire: 26		Ventes totales: 655 362,50 \$	SELECTION BONI 6 8 14 15 CAGNOTTE DE 100 000 \$

Tirage du 99-10-17		GAGNANTS	LOTS
5	8 9 16 19		
22	23 33 34 37		
39	42 43 44 45		
50	54 63 67 70		
Tirage du 99-10-17		3	4
Tirage du 99-10-17		313	2929
NUMÉRO: 559332		NUMÉRO: 801685	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
 Les modalités d'encaissement des billets gagnants paieront au verso des billets.
 En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

JE M'INFORME ET JE M'ENGAGE, POUR UNE VILLE À MON IMAGE!

La présence de prêteurs sur gages dans votre quartier vous inquiète-t-elle? Quels sont les travaux et les projets que la Ville entend réaliser au cours des trois prochaines années? Comment élargir et favoriser la participation des résidents aux conseils de quartiers? Autant de sujets sur lesquels vous êtes invités à vous prononcer au cours des assemblées publiques de la Ville de Montréal. Les travaux des commissions, ça vous concerne!

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES AUX CITOYENS

Le jeudi 28 octobre 1999, à 19 h

DOIT-ON TOLÉRER LA PRÉSENCE DE PRÊTEURS SUR GAGES?

Les prêteurs sur gages

La présence des prêteurs sur gages peut-elle contribuer à l'augmentation du taux de criminalité dans les quartiers? Quelles sont les responsabilités de la Ville de Montréal relativement à ce nouveau phénomène? Un groupe de travail créé par Tandem Montréal déposera son rapport sur le cadre légal et les modes de fonctionnement de ce nouveau type de commerce.

Le mardi 16 novembre 1999, à 19 h

COMMENT ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LES CONSEILS DE QUARTIER?

Vos commentaires sont importants!

La Ville de Montréal a mis sur pied les conseils de quartier, instances locales de participation publique représentant un lieu privilégié de dialogue et de rapprochement entre les citoyens, les élus et les services municipaux. Après quatre années d'activités, le moment est opportun de renforcer leur présence dans les quartiers. Le Service des relations avec les citoyens fera connaître les mesures proposées en vue de faciliter davantage et de diversifier la participation des citoyens aux conseils de quartier.

COMMISSION DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le mardi 26 octobre 1999, à 19 h

LA RÉFORME DE QUÉBEC EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL EST-ELLE ADÉQUATE?

Le développement économique local : Montréal et ses partenaires

L'arrimage du Centre local de développement (CLD) et des Centres locaux d'emploi (CLE) pour la création d'un réseau unique de services publics d'emploi facilite-t-il vos démarches? Les services de la Sécurité du revenu et du Développement économique et urbain, responsables du dossier, présenteront leur mission respective et répondront à vos questions.

Le lundi 15 novembre 1999, à 9 h 30

QUELS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE LA VILLE DEVRAIT-ELLE PRIVILÉGIER À COURT TERME?

Le programme triennal d'immobilisations de 2000-2001-2002

C'est dans le cadre du programme triennal d'immobilisations que la Ville établit ses prévisions et dépenses d'immobilisations en matière de développement et de protection. La commission interrogera les principaux intervenants.

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS

Les assemblées auront lieu à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est (métro Champ-de-Mars), aux dates et aux heures susmentionnées. Au cours de ces assemblées, une période de questions et de commentaires est réservée au public. La documentation pertinente est disponible dans les bureaux Accès Montréal sept jours avant la date retenue pour chaque assemblée.

Division du soutien aux élus, aux commissions et aux comités
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
bureau R.134
Montréal, H2Y 1C6

(514) 872-3770
(514) 872-9964 (télécopieur)

Le greffier,
M^e Léon Laberge



Ville de Montréal

EN MARCHÉ VERS L'AVENIR,
AVEC LA TRANSFORMATION
EN COMPAGNIE À CAPITAL-ACTIONS



Assemblée

GÉNÉRALE SPÉCIALE OU EXTRAORDINAIRE

Les membres de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie (« L'Industrielle-Alliance ») sont avisés qu'une assemblée générale spéciale ou extraordinaire de la compagnie aura lieu :

le lundi 8 novembre 1999,
à 10 h (heure de Québec),
au Palais Montcalm,
995, place d'Youville,
Québec (Québec),

afin d'approuver, si jugé à propos, une résolution spéciale visant à transformer L'Industrielle-Alliance en une compagnie d'assurance à capital-actions et de traiter toute autre question qui pourra être dûment soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. Le Guide du membre adressé à tous les titulaires de contrat admissibles contient la résolution spéciale devant être soumise à l'assemblée ainsi que d'autres renseignements sur le projet de transformation.

Les membres qui ne pourront se présenter à l'assemblée sont invités à remplir le formulaire de procuration inclus dans l'envoi qui leur a été adressé. Des formulaires de procuration peuvent aussi être obtenus en téléphonant sans frais au numéro 1 877 684-5000. Pour être valides lors de l'assemblée, les formulaires de procuration devront être reçus au plus tard à 17 h le jeudi 28 octobre 1999 à l'adresse suivante :

L'Industrielle-Alliance
a/s de Compagnie Montréal Trust
1800, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K9.

Sillery, le 18 octobre 1999

Le Secrétaire de la compagnie
Georges Smith



L'INDUSTRIELLE
ALLIANCE
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

L'an 2000 est à nos portes. Accueillez-le avec classe.



La RL 2000

P.D.S.F. de 53 000 \$*

La berline Acura la plus raffinée possède : moteur de 210 chevaux • suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues • coussins gonflables avant et latéraux • phares à décharge de haute intensité (HID) • système d'assistance de la stabilité du véhicule (VSA) • système de traction asservie (TCS) • habitacle garni de cuir et de ronce de noyer • chaîne sonore Bose® de 225 watts avec changeur CD 6 disques • système Homelink® • système de filtration d'air micrométrique • services d'assistance routière 24 heures sur 24 • Pour des renseignements supplémentaires, composez le 1 888 9-ACURA-9.



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

*P.D.S.F. de la RL 2000. Transport et préparation (850 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Pour plus de détails, consultez votre concessionnaire Acura. ® Bose est une marque déposée de Bose Corporation. ® Homelink est une marque déposée de Prince Corporation, une division de Johnson Controls.

Rive-Sud/Montérégie

Projet de construction d'un centre de tri des textiles de 2,3 millions



Martha Gagnon

Dans l'entrepôt du Centre de récupération et de recyclage du textile, à Saint-Hubert, des employés effectuent soigneusement le triage parmi les montagnes de vêtements, de souliers et de bottes qui seront envoyés dans les pays en voie de développement ou transformés au Québec et au Canada en produits divers.

« Nous faisons figure de leader parmi les entreprises d'économie sociale », explique le directeur général, Robert Larue, qui attend le nouveau millénaire avec impatience. Il a confiance de voir se réaliser en 2000 la construction d'un centre régional moderne de tri des textiles sur la Rive-Sud. Un centre qui devrait abriter un économusée du textile dont la vocation sera à la fois éducative et touristique.

M. Larue montre les plans qu'il vient tout juste de recevoir. « Ce sera une première », dit-il. Un conseil de développement, dirigé par Albert Leblanc, ancien président de Recyc-Québec, a été mis sur pied pour mener à bien le projet de 2,3 millions. Les administrateurs espèrent obtenir une participation financière du Fonds de développement des entreprises d'économie sociale de la MRC de Champlain et du Centre local de développement.

Le choix de l'emplacement n'est toutefois pas encore déterminé. Les municipalités de Saint-Bruno, Saint-Hubert et Greenfield Park sont actuellement sur la liste.

Selon M. Larue, l'entrepôt, loué présentement dans le parc industriel de Saint-Hubert, est devenu inadéquat. « Nous sommes à un tournant, explique-t-il. Il nous faut



Des personnes ayant des handicaps physiques ou intellectuels font le tri des vêtements dans l'entrepôt de Saint-Hubert devenu trop étroit.

PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

un centre plus moderne et mieux adapté. La capacité totale de traitement des textiles est présentement limitée à 2000 tonnes par année et nous voulons atteindre 10 000 tonnes. » Le nombre d'emplois pourrait, lui aussi, augmenter de 80 à 140.

L'entreprise espère convaincre une quinzaine de municipalités de la Rive-Sud d'implanter la collecte des textiles pour assurer l'approvisionnement du futur centre. Saint-Bruno a déjà annoncé sa participation. Pour l'instant, l'approvisionnement provient principalement des surplus des comptoirs familiaux. L'entreprise compte sur le plan d'action provincial sur la gestion des déchets pour changer les habitudes.

Chaque année au Québec, les gens jettent 160 000 tonnes de vêtements et textiles, dont 12 mil-

lions de paires de souliers. De ce volume, seulement 8 % est récupéré grâce aux organismes de charité.

« C'est un scandale de voir qu'on jette encore autant de déchets récupérables à la poubelle, dit M. Larue. Les lieux d'enfouissement ne pourront plus répondre à la demande bientôt. C'est pourquoi le gouvernement veut obliger les municipalités à récupérer la totalité des matières recyclables. Les industries seront appelées à collaborer financièrement. »

Un centre patronné par le lieutenant-gouverneur

Lauréat d'un prix Phénix de l'environnement en mai dernier, le Centre de récupération et de recyclage du textile (Certex) est unique en son genre. En plus de sa mission environnementale, l'entreprise

sans but lucratif fournit du travail à une cinquantaine de personnes ayant des handicaps physiques, intellectuels ou psychiques. Depuis 1996, elle est reconnue comme un centre de travail adapté.

Loin d'être rebutée par l'ampleur du triage et sa monotonie, Dominique Grondin, 25 ans, qui souffre d'agoraphobie, trouve le milieu de travail « agréable et le rythme de production pas trop stressant ». L'entreprise mise beaucoup sur la valorisation de ses employés.

Une femme sourde et muette esquisse un sourire en sélectionnant des morceaux de tissus qui seront transformés en chiffons industriels. Un jeune homme, handicapé intellectuellement, conduit habilement un chariot élévateur, réalisant ainsi son rêve d'être au volant d'une voiture.

Sensible à la cause des person-

nes handicapées, le lieutenant-gouverneur, Lise Thibault, a accepté de patronner le centre pour l'aider à atteindre ses objectifs.

Le 18 novembre, elle présidera un encan vestimentaire de personnalités du Québec au Marriott Château Champlain, à Montréal, au profit de Certex. Plus de 50 articles appartenant à des gens bien connus dans le domaine sportif, artistique, politique et autres, seront mis en vente.

Créée en 92, l'entreprise a tenu le coup malgré bien des difficultés. Anciennement connu sous le nom de Centre de récupération et de recyclage du Grand Montréal, Certex concentre maintenant ses activités sur la Rive-Sud.

Le directeur affirme que la situation financière de l'entreprise s'est nettement améliorée et permet d'entrevoir l'avenir avec optimisme. Le volume des ventes est passé de 112 000 \$ en 92 à quelque 900 000 \$ en 97-98.

« L'an dernier, précise M. Larue, on a presque atteint 70 % d'autofinancement. C'est un record pour une entreprise d'économie sociale. Le budget de fonctionnement est actuellement de 2 millions. » Le financement provient de la vente, des dons (il y a une fondation) et des subventions.

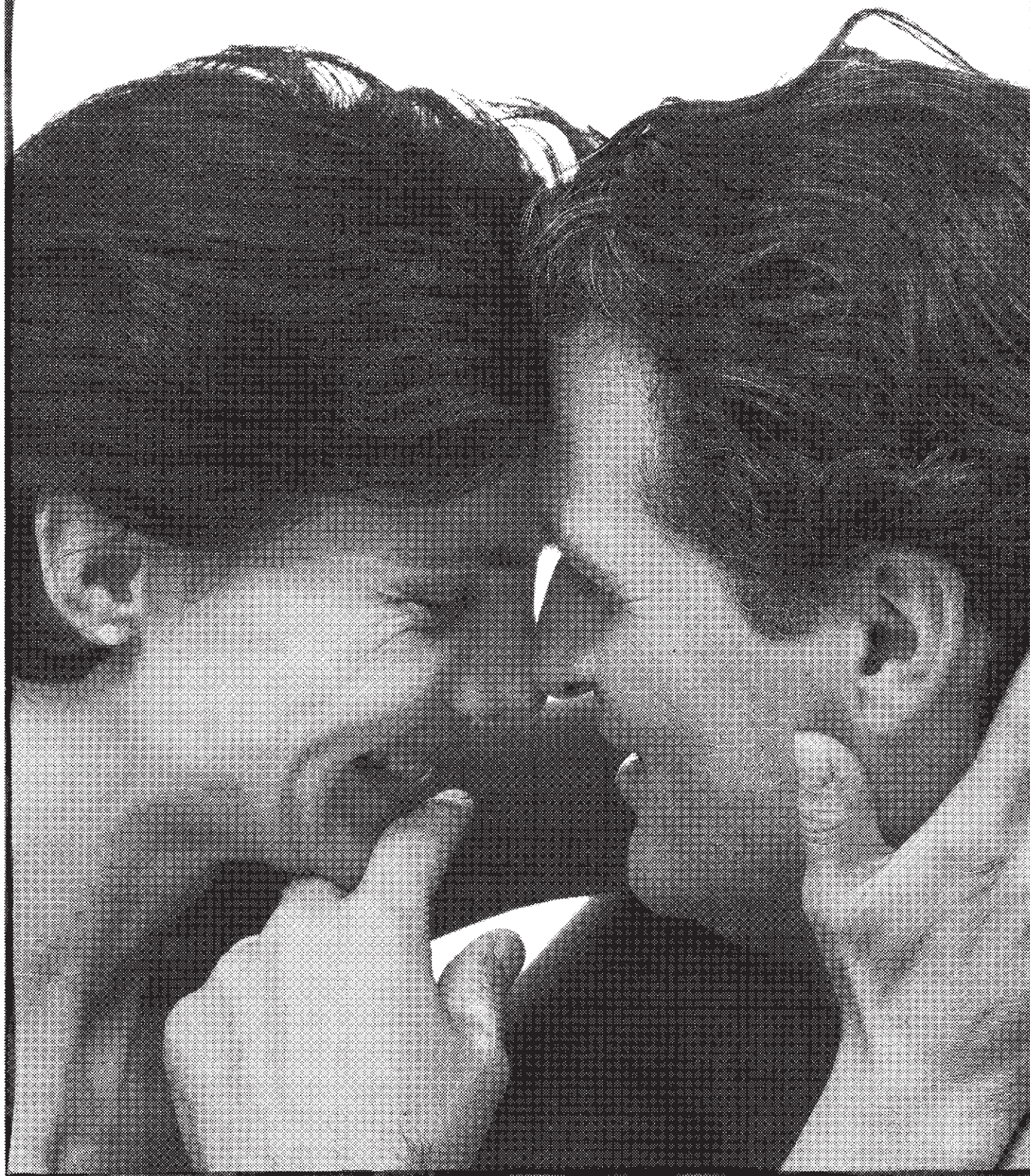
L'entreprise a participé à la création d'un consortium d'exportateurs (Cortex) réunissant les principaux acteurs québécois dans le domaine de la récupération pour percer davantage les marchés internationaux.

Dans le but de sensibiliser les jeunes à la récupération, l'entreprise, en collaboration avec la CEQ, a aussi préparé un cahier pédagogique qui sera utilisé dans les écoles primaires.

À cause des intempéries, les vêtements ne peuvent aller dans le bac à récupération et nécessitent une collecte particulière. Ils doivent être ramassés dans un sac en plastique à la porte de la maison.

« Le tri des vêtements se fait d'abord avec le nez, précise M. Larue. Il faut apprendre à sentir la moisissure, notre pire ennemi. Les articles altérés par l'eau et l'humidité doivent être éliminés pour des raisons d'hygiène ».

Si, pour vous, désir ne rime plus avec plaisir, votre médecin a des solutions.



Au Canada, plus de 2 millions d'hommes souffrent de dysfonction érectile, souvent appelée « impuissance ». Si vous pensez être du nombre, parlez-en à votre médecin, qui discutera avec vous du traitement qui vous conviendrait le mieux. Rappelez-vous que parler de votre santé sexuelle, c'est une question de santé.

Pour parler à un professionnel de la santé en toute confidentialité ou obtenir gratuitement une trousse d'information sur la dysfonction érectile, composez le 1 800 576-8204, ou encore visitez le site Web à l'adresse suivante : www.edfactscanada.com.

Laval / Laurentides / Lanaudière

Âge d'or ou âge endormi?

Les associations de retraités de Laval durement critiquées

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Un conflit couve dans le monde paisible des retraités de Laval.

Les jeunes retraités dans la cinquantaine boudent les activités organisées des 60 ans et plus car ils les considèrent comme étant trop vieux jeu.

À ce sujet, il est écrit dans le rapport sur le « vieillissement et conditions de vie des aînés » de cette ville, rédigé à la suite d'une consultation à laquelle ont participé une centaine de personnes âgées au hasard : « Des jeunes retraités de 52 ans, dans le quartier Auteuil, ne semblent vraiment pas à l'aise avec les loisirs organisés pour les plus vieux. Il y a là comme un conflit de générations. »

On reproche aux différents clubs d'âge d'or leur incapacité à se renouveler, une organisation inadéquate, l'esprit de clocher, un climat démoralisant, etc. « L'émergence et l'accueil de nouveaux leaders seront d'autant plus nécessaires au cours des prochaines années », soutiennent une majorité des personnes consultées dans l'élaboration du rapport qui sera débattu lors du Forum des aînés de Laval qui se tiendra le 29 octobre. Même si on fait état de plusieurs griefs dans le document à l'endroit des clubs d'âge d'or et de l'administration municipale, il est noté que la Ville de Laval reste préoccupée par la destinée des personnes âgées sur son territoire.

Pour ce qui est de la Place des aînés, mise sur pied par l'administration municipale, le



Mme Maria Jean, représentante du partage humanitaire, et M. Benoît Giroux, porte-parole du milieu culturel, membres de la Table de concertation de Laval.



PHOTO ROBERT NADON, La Presse ©

document affirme que les jeunes retraités ne s'y sentent pas toujours à l'aise. Ils disent : « On s'y sent trop jeune pour les gens qui sont là. » Quelques participants à cette consultation sont d'avis que cet endroit de rencontre du boulevard Labelle, dans le quartier Chomedey, est mal situé. Il aurait été préférable que la Place des aînés soit aménagée dans un secteur plus central où les résidents de tous les quartiers de l'île auraient eu plus

de facilité à s'y rendre. « Ce n'est que pour les aînés qui possèdent une auto », soulignent-ils.

Le rapport traite aussi de la question des personnes âgées qui vivent seules, aux prises avec l'ennui et l'isolement. On rapporte aussi que plusieurs sont abandonnés par leurs enfants.

On rapporte aussi que les personnes âgées de Laval font face à des difficultés à cause de l'étendue du territoire. « Sans automobile, est-il spécifié, la vie devient très difficile à Laval. Tout se fait en auto de l'est à l'ouest, du nord au sud. Peut-on imaginer qu'une personne âgée puisse faire son épicerie l'hiver à Laval ? »

Les personnes consultées pour la rédaction de ce rapport soutiennent également qu'il y a réellement un besoin en terme de maisons d'hébergement dans l'île Jésus pour les gens âgés.

Si tous les intervenants dans cette étude soutiennent que la ville fait passablement de choses pour ses aînés, ils sont d'avis qu'il va falloir accélérer car la population vieillit rapidement dans Laval. En 1999, on compte 40 000 personnes de 65 ans et plus dans le territoire, ce qui représente 12 % de la population. « Dans vingt ans, ce sera 20 %, sans compter la cohorte des baby-boomers qui auront plus de 50 ans dans 10 ans. »

Même s'il est fait mention que la deuxième ville en importance du Québec regorge d'activités pour les personnes du troisième âge, — « il est impossible, affirme-t-on, qu'une ou qu'un retraité ne puisse trou-

ver chaussure à son pied dans le domaine des loisirs », beaucoup de personnes âgées disent : « On aime bien vivre à Laval, mais on va à Montréal en fonction de plusieurs types d'activités. On désire vivre à Laval, mais on souhaite une plus grande accessibilité à Montréal. En ce sens, le métro est le bienvenu. »

Pour M. Philippe Gariépy, consultant dans la préparation de ce rapport, il est urgent de dépolitiser les activités organisées pour les personnes âgées. « La Ville n'a jamais abordé les vraies questions, il est nécessaire de laisser aux personnes âgées, peu importe leur groupe d'âge, le soin de voir à leurs activités à tous les niveaux. La plupart des gens âgés de Laval qui ont été consultés pour la préparation de ce document sont instruits et bien pourvus sur le plan financier et ils savent très bien s'organiser, pourquoi alors vouloir s'imposer. Je ne veux pas dire que la ville ne fait rien, au contraire elle en fait beaucoup, mais elle devrait laisser plus d'autonomie aux différents groupes », souligne M. Gariépy, un semi-retraité dans le milieu de la cinquantaine.

Il ne fait aucun doute que le débat organisé par le Conseil régional de développement de Laval sera très intéressant. Près de 200 participants y sont attendus.

Les participants au « focus group » qui a servi à la préparation ce rapport étaient des femmes à 58 % ; les groupes d'âges étaient composés à 30 % des personnes de 50 à 59 ans, 60 % de 60 à 74 ans et 10 % de 75 ans et plus. Il est aussi noté que 61 % de ces hommes et femmes avaient complété des études collégiales ou universitaires.

La ponction : intervention juridique envisagée

MARTIN PELCHAT

du bureau de La Presse, QUÉBEC

Armée d'un avis juridique, la Table des préfets et maires de la couronne nord menace de recourir aux tribunaux si Québec persiste dans son intention de perpétuer la ponction de 355 millions de la réforme Trudel.

Un avis juridique préliminaire du cabinet Hébert Comeau Dufresne Hébert soutient que les maires auraient assez de munitions pour déposer une requête en jugement déclaratoire afin de faire déclarer nulle une loi qui imposerait aux municipalités des transferts de responsabilités équivalents à cette ponction.

Les maires de la banlieue nord de Montréal invoqueraient, dans cette éventualité, l'entente d'octobre 1997, signée par le premier ministre Lucien Bouchard et l'Union des municipalités du Québec, et qui n'ouvrirait la porte qu'à trois années de ponction, en incluant l'an 2000, et promettait la négociation d'un nouveau pacte fiscal.

Or, jeudi, la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel, a confirmé aux municipalités le caractère permanent de la contribution des villes, que ce soit sous forme de facture ou de transferts.

« Il est vraiment clair que non seulement l'esprit, mais aussi le texte de l'entente ne permettraient pas ça et si le gouvernement décide d'aller de l'avant, on va examiner la possibilité de procéder par les tribunaux », lance le président de la Table des préfets, le maire de Rosemère, Yvan Deschênes.

Selon Me André Comeau, à qui la Table a commandé cet avis, le gouvernement Bouchard s'est créé un « carcan » juridique particulier en signant l'entente d'octobre 1997, qui a été autorisée par un décret et confirmée par une loi.

Cette entente prévoyait que la ponction serait réclamée aux villes en 1998 et 1999, ainsi qu'en 2000 si aucune entente n'intervenait sur un nouveau pacte fiscal. Dans l'esprit de l'entente, ajoute Me Comeau, ces ponctions étaient liées à l'atteinte du déficit zéro et allaient être remplacées par un pacte négocié en bonne et due forme.

Me Comeau considère qu'en signant l'entente de 1997, le gouvernement a renoncé à exercer son pouvoir de légiférer sur ces questions à moins de conclure préalablement une nouvelle entente avec les municipalités. Cela pourrait donc à son avis être invoqué par les maires contre toute nouvelle loi imposant des transferts.



L'hiver est à vos portes.

N'affrontez pas l'hiver sans passer chez un maître-technicien[†] Chrysler • Dodge • Jeep

LE BILAN TOTAL

Pour votre véhicule Chrysler, Dodge, Jeep ou Plymouth

En plus de couvrir 85 points de vérification, le Bilan total comprend une lecture des codes de défaillance et un diagnostic des composantes électroniques avec le système DRB, un outil de haute technologie exclusif à DaimlerChrysler. Grâce à des mises à jour régulières avec le centre de technologie DaimlerChrysler, à Détroit, vous avez l'assurance que nos techniciens possèdent une connaissance approfondie inégalée de votre véhicule.

4995\$^{*}

Une valeur approximative de 99\$^{††}

VIDANGE D'HUILE ET FILTRE MOPAR
Prêt à l'heure promise ou rien à déboursier!

- Jusqu'à 5 litres d'huile Mopar
- Filtre à huile Mopar
- Inspection visuelle en 15 points

1999\$

Excluant les moteurs V10 et diesel et les véhicules importés

SYSTÈME DE REFROIDISSEMENT

- Vidange du système de refroidissement
- Jusqu'à 4 litres d'antigel/de liquide de refroidissement Mopar 4 saisons
- Vérification du radiateur, des courroies et de la tuyauterie

6995\$

ENTRETIEN DES FREINS AVANT

- Garantie de 12 mois sur pièces[†] et main-d'œuvre. Kilométrage illimité.
- Remplacement des plaquettes de freins par des plaquettes Chrysler
- Vérification des disques et des étriers avant, du maître-cylindre et de la tuyauterie
- Regarnissage des roulements
- Remplissage du maître-cylindre

10995\$^{**}

Plaquettes et main-d'œuvre comprises

SERVICE CINQ ÉTOILES
★★★★★

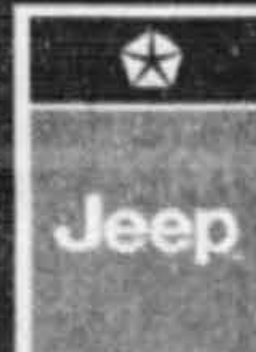
ROULEZ TOUJOURS MIEUX

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep

[†] Techniciens formés par DaimlerChrysler Canada. ^{††} Offre d'une durée limitée. ^{*} Cette offre s'applique aux véhicules suivants : Status/Breeze 1995 à 1998, Caravan/Voyager 1991 à 1998, Neon 1995 à 1998, modèles LH 1993 à 1998, Spirit/Avenger 1991 à 1994, Shadow/Sundance 1987 à 1994 et tous les véhicules Jeep 1990 à 1998. [‡] Contre défauts de fabrication seulement.

Offres valables chez les concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep participants. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep inc.



Pierre-Elliott Trudeau célèbre ses 80 ans

Presse Canadienne
OTTAWA

Facéties et mondanités ont fait passer Pierre Elliott Trudeau à la légende et, aujourd'hui, alors qu'il célèbre son 80^e anniversaire, l'ex-premier ministre libéral n'est certes pas prêt d'être oublié.

Car même 15 ans après son retrait de la vie politique, cet homme qui a personnalisé l'idéalisme et la démagogie, inspiré le respect et le dégoût, suscité la sympathie et le mépris, a marqué à jamais ses contemporains.

Ainsi, un sondage effectué en janvier par la firme Environics classait M. Trudeau parmi les trois personnalités les plus admirées des Canadiens, derrière Céline Dion et Wayne Gretzky, mais devant Terry Fox. En fait, il fait partie des trois favoris depuis qu'Environics a entrepris il y a dix ans d'établir ce palmarès annuel.

« En partie parce que c'était un géant et que depuis, nous n'avons

eu droit qu'à des pygmées, estime Peter McCormick, un politologue de l'Université de Lethbridge, en Alberta, qui reproche au politicien d'avoir légué la plupart des problèmes qui affectent aujourd'hui le Canada. En partie parce que nous vivons dans son ombre — et, comme nation, nous risquons de mourir dans son ombre. »

Pour le meilleur et pour le pire, Pierre Trudeau aura marqué le Canada de cette fin de siècle.

Son rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982, alimente toujours le discours souverainiste qu'il n'a de toute façon pas su apaiser avec sa Loi sur les langues officielles.

Sa Charte des droits, enchâssée dans la nouvelle Constitution, ne cesse de tendre des pièges aux tribunaux du pays.

Enfin, il a laissé en héritage une dette publique que l'on commence à peine à éponger.

« En un mot, le Canada d'aujourd'hui, c'est le Canada de M. Tru-

deau », a écrit en 1998 Richard Gwyn dans son anthologie *Trudeau's Shadow*.

Néanmoins, peu de gens peuvent se vanter de connaître l'homme.

« C'est un homme très distant, a expliqué son fils Sacha lors d'une récente interview sur les ondes de CTV. Il reste privé, même pour nous. J'imagine qu'il a eu une vie solitaire. Je crois que ça fait partie de son personnage, sa personnalité (...) et qu'il restera toujours, d'une certaine façon, assez distant de quoi que ce soit. »

Maîtrise du jeu médiatique

En dépit de l'image d'homme distant qu'il projette, M. Trudeau a su rejoindre bien des Canadiens grâce à sa maîtrise du jeu médiatique.

Même dans ses heures les plus graves, telles les funérailles de son fils cadet Michel, mort noyé dans un lac en Colombie-Britannique, Pierre Trudeau a une fois de plus retenu l'attention des caméras du pays.

Et en 1968, la Trudeau manie n'avait rien à envier à l'hystérie collective suscitée par les Beatles.

Selon le philosophe des médias Marshall McLuhan, l'ex-premier ministre était un politicien télévisuel qui a su maîtriser l'art de la formule brève bien avant que cela ne devienne un prérequis en politique.

Même ses gestes spontanés, telle sa fameuse pirouette derrière la reine Elisabeth au palais de Buckingham, étaient en fait savamment planifiés, a confié Jim Coutts, qui fut secrétaire particulier de Pierre Trudeau pendant sept ans.

Il a toujours su se réinventer, comme célibataire puis homme marié, amant éconduit puis chef de famille monoparentale, politicien canadien puis homme d'État de stature internationale, avance l'historien Desmond Morton.

« Sa plus grande qualité politique était la gestion de son image. Et ce n'est pas rien. Machiavel aurait souligné ce détail. »

D'aucuns croient que le mythe

Trudeau ne dépend pas que de la seule image du politicien, mais aussi de ses qualités intellectuelles.

« C'est le politicien le plus brillant et le plus habile que j'aie jamais rencontré, affirme le journaliste Peter Debarats qui l'a suivi au cours des années 1970. C'était presque comme s'il venait d'une autre planète. »

Il a surgi dans le paysage politique canadien, soutient M. Debarats, alors que nous n'avions d'yeux que pour John F. Kennedy. Du coup, nous avons eu notre Kennedy à nous, « mais en plus brillant », dit M. Debarats.

Dans un récent documentaire de l'Office national du film sur les enfants du bilinguisme, *French Kiss*, un consultant en relations publiques de Toronto propose lui aussi cette comparaison.

« Trudeau, c'est un Kennedy qui n'a pas été assassiné, lance John Duffy à la caméra. Nous devons garder notre Kennedy parce que nous vivons dans une meilleure société que les Américains. »



On ne s'énervé pas avec l'hiver

avec le pneu Uniroyal
Tiger Paw Ice and Snow

P155/80R13
(Pose, valve et équilibrage inclus)

54⁹⁵\$ un prix sans mauvaise surprise

Antigel de canalisation d'essence (150 ml)

99^c

Pose et équilibrage de vos pneus usagés

7⁹⁵\$ par pneu

Déglaçeur de serrures (175 g)

2⁹⁹\$

Vidange d'huile et inspection en 15 points

26⁹⁵\$

Inspection des freins et étriers

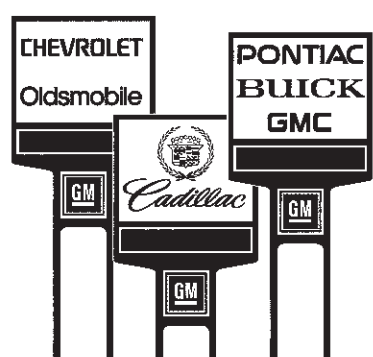
44⁹⁵\$

Freins (avant) À partir de

119⁹⁵\$

Inspection préventive en 36 points

54⁹⁵\$



Service Goodwrench

Une question de confiance



Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures ou camionnettes GM. *À l'exception des Corvettes. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Pour plus de détails, voyez votre concessionnaire du Service Goodwrench de GM ou composez sans frais le 1 800 463-7483 ou visitez notre site au www.gmcanada.com.

Un homme controversé qui ne laisse personne indifférent

Presse Canadienne

Peu de gens demeurent ambivalents lorsqu'on évoque Pierre Trudeau et son influence au Québec.

Pour le sénateur Serge Joyal, un ancien ministre libéral, Trudeau n'était pas quelqu'un de facile pour les Québécois parce qu'il les obligeait à se remettre en question.

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, un ancien élève de Pierre Trudeau à l'Université de Montréal, n'est pas très sûr du souvenir que l'on doit garder de l'ancien premier ministre.

« Son oeuvre concernant les relations canado-québécoises sera jugée très sévèrement par les historiens parce qu'il a nié le statut national du Québec pendant toute sa carrière », affirme M. Landry.

L'ancien premier ministre du Canada qui fête ses 80 ans aujourd'hui projette toujours une ombre sur la politique québécoise en dépit de son retrait de la scène publique il y a une quinzaine d'années.

À la simple mention de son nom, les souverainistes lui en veulent toujours, mais les fédéralistes évoquent un homme charismatique ayant combattu avec ardeur les tentatives des autres pour diviser le pays.

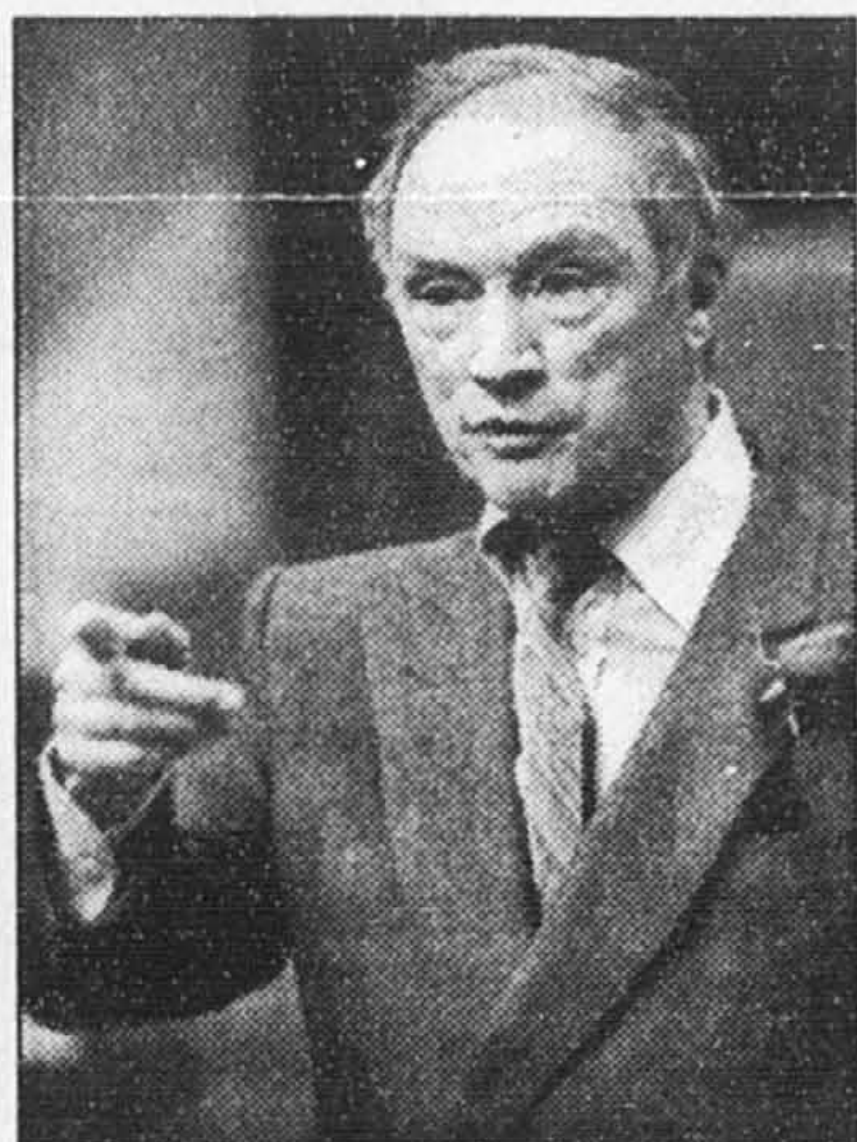
Toutefois, personne ne cherchera à contester qu'il a changé le Québec et la façon dont les Canadiens-français sont perçus ailleurs au Canada.

Ce professeur de droit, fils de bonne famille et issu d'écoles prestigieuses, a su s'imposer comme Canadien-français sur la scène politique nationale.

« Il a été capable d'abattre les



Une pirouette mémorable, lors du rapatriement de la Constitution



Homme controversé, Pierre Trudeau aura marqué à jamais ses contemporains.



Même ses gestes spontanés étaient savamment planifiés, selon son ex-secrétaire particulier, Jim Coutts.

que incarnaient les deux antipodes de l'âme québécoise. « Lévesque représente ce que nous sommes et Trudeau évoque ce que nous aimerions être », dit-il.

Si sa promesse de réformer le fédéralisme a contribué largement à la défaite du Oui lors du référendum sur la souveraineté de 1980, la décision de Québec de ne pas donner son accord lors du rapatriement de la Constitution, en 1982, continue de faire mal au fédéralisme.

Selon l'historien Desmond Morton, même si la défaite du référendum peut être perçue comme une de ses grandes victoires, les souverainistes représentent l'un de ses plus grands échecs.

« Lorsqu'il a pris le pouvoir, le séparatisme était un phénomène mineur. Lors de son retrait de la vie politique, un parti souverainiste était en poste au Québec. L'une de ses grandes promesses en 1968 avait été de régler cette question à la satisfaction de tous », explique-t-il.

« La tragédie de sa carrière et de ce pays, c'est que la situation s'était dégradée au moment de son départ », précise l'historien.

Même après son retrait de la vie publique, Trudeau a continué à s'opposer à toute tentative visant à accorder un statut particulier au Québec. Il s'est opposé à l'accord du lac Meech en 1992 et à l'accord de Charlottetown en 1992.

« Mais l'attachement de M. Trudeau au Québec ne doit pas être sous-estimé », soutient le sénateur Joyal, en rappelant qu'au moment de son départ en 1984, il a affirmé qu'il demeurerait dans un Québec indépendant et continuerait de se battre.

barrières qui avaient été érigées autour du Québec, ce sentiment de devoir demeurer au Québec pour faire une grande carrière », déclare dans une entrevue le sénateur Joyal.

« Il a proposé aux Québécois de bâtir le Canada. »

Avant Pierre Trudeau, et ses collègues Gérard Pelletier et Jean Marchand, les Québécois n'avaient joué que des rôles mineurs au gouvernement fédéral, affirme M. Joyal.

Pierre Trudeau a encouragé la présence des francophones en introduisant certaines mesures telles que la Loi sur les langues officielles en 1969.

« Aujourd'hui personne n'oserait dire que les Canadiens-français ne peuvent pas jouer leur rôle. Au début des années 60 cela n'était pas évident », rappelle-t-il.

Mais certains épisodes de son passé politique suscitent la controverse et n'obtiennent pas l'approbation de tous.

On l'a accusé d'avoir réagi de manière excessive en invoquant la Loi des mesures de guerre et en faisant appel à l'armée pour faire face aux actes de terrorisme perpétrés par le Front de libération du Québec (FLQ) en 1970.

En 1980, il a promis qu'un vote contre la souveraineté ne constituait pas un vote en faveur du statu

quo, mais il n'a pas rempli sa promesse de réformer le système fédératif.

Lorsqu'il a rapatrié la Constitution, en 1982, les Québécois ont été écartés du processus. Et ses célèbres paroles « le séparatisme est mort » continuent de le hanter.

Opposé au statut particulier

Il s'est toujours opposé à un statut particulier pour le Québec, craignant que cela n'affaiblisse la province. Cette opposition était à la base de ses nombreux heurts avec l'autre favori des Québécois, René Lévesque.

Pour Claude Charron, ancien ministre péquiste, Trudeau et Léves-



CIVIC HATCHBACK CX 2000

INCLUANT : • Coussin gonflable conducteur (SRS) • Radio AM/FM stéréo • Volant inclinable • Rétroviseurs télécommandés • Et bien plus...

198\$**

par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS

mensualité	comptant
220\$	0\$
198\$**	964\$



CIVIC ÉDITION SPÉCIALE 2000

INCLUANT : • Air climatisé • Serrures électriques • Déverrouillage sans clé • Poignées de portières harmonisées • Radio AM/FM stéréo 4 haut-parleurs • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Et bien plus...

238\$**

par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS

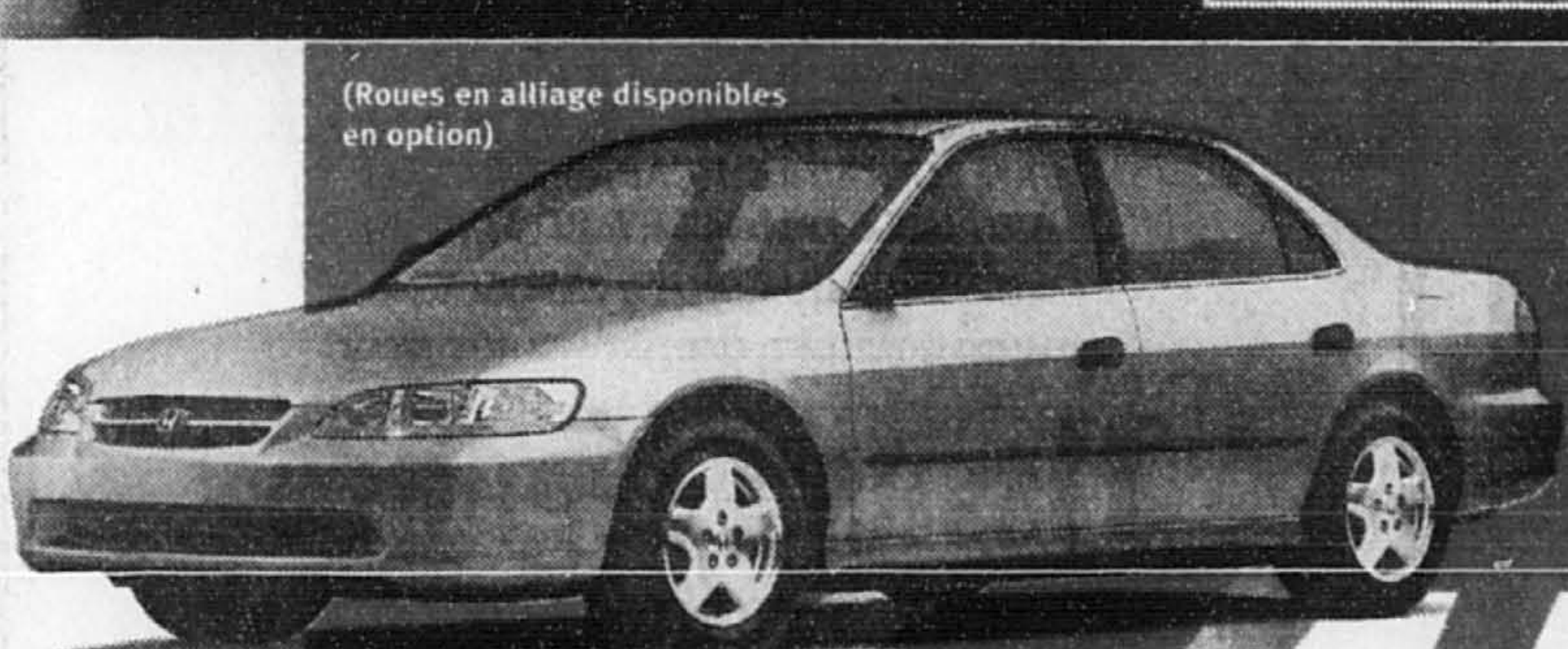
OU SEULEMENT **16 900\$***** À L'ACHAT

LES JOURS HONDA

LES NOUVEAUX MODÈLES

2000

SONT ARRIVÉS!



(Roues en alliage disponibles en option)

BERLINE ACCORD DX 2000

INCLUANT : • Air climatisé • Transmission automatique • Régulateur de vitesse • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Anticollision latérale • Moteur 2,3 litres de 135 chevaux • Radio AM/FM stéréo cassette • Et bien plus...

298\$**

par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS



CR-V 4x4 1999

Hâtez-vous, seulement **4,8%*****

sur financement d'achat jusqu'à 60 mois sur les CR-V 4x4 1999 en inventaire.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION

*Location-bail offerte exclusivement par H.C.F.I. portant sur la Civic hatchback CX 2000 (modèle EJ632YB) neuve. La première mensualité et un dépôt de garantie de 275 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. **Location-bail offerte exclusivement par H.C.F.I. portant sur la Civic hatchback CX 2000 (modèle EJ632YB), la berline Civic Édition Spéciale 2000 (modèle EJ651YXV), ou la berline Accord DX 2000 (modèle CF864YPB) neuves. Échange ou comptant de 964 \$ (Civic hatchback), 1 441 \$ (Civic Édition Spéciale), ou 2 507 \$ (Accord), la première mensualité et un dépôt de garantie de 250 \$ (Civic hatchback), 275 \$ (Civic Édition Spéciale), ou 350 \$ (Accord) sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. ***P.D.S.E. de la berline Civic Édition Spéciale 2000 à transmission manuelle (modèle EJ651YXV). Transport et préparation (850 \$), ainsi que taxes, immatriculation et assurance en sus. ****Programme de financement de H.C.F.I. à 4,8 % offert à l'achat de tout modèle CR-V 1999 neuf en inventaire pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Roues en alliage illustrées sur la berline Accord sont disponibles en option. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

Faculté des études supérieures

Inscrivez-vous pour le savoir.

Pour ceux qui veulent plus qu'un baccalauréat.

Vous songez à retourner à l'université en vue d'entreprendre un nouveau projet d'études ? Les possibilités sont nombreuses. Il importe donc de connaître les types de programmes, leurs objectifs, les conditions d'admission, les étapes du cheminement et les offres d'aide financière avant de prendre une décision. Quelles sont les possibilités offertes par la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal ?

Soirée d'information

Le mardi 19 octobre 19 h 30

Au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant - salle B 2325

Métro Côte-des-Neiges

Entrée gratuite

Invités :

Louis Maheu, doyen de la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal et Anne Bélanger, conseillère en formation à la Faculté de l'éducation permanente

Université 
de Montréal

2794785

As-tu peur des hauteurs?

Es-tu exigeante envers toi-même? As-tu le goût du dépassement, de la réussite? As-tu le goût d'aller toujours plus loin, toujours plus haut? Si oui, le Saint-Nom-de-Marie est pour toi!

Sur les hauteurs du Mont-Royal, dans le décor enchanteur d'un terrain idyllique, au cœur de l'animation culturelle de Montréal, dans la ville d'Outremont, le Saint-Nom-de-Marie t'attend!

Depuis 95 ans, le Saint-Nom-de-Marie est tout au haut de la liste des meilleures institutions d'enseignement secondaire du Québec. À vrai dire, nous nous plaignons bien dans les hauteurs. Comme toi.

Plus qu'une instruction de qualité... une véritable formation générale.

- Programme enrichi du ministère de l'Éducation et programme d'éducation internationale
- Laboratoire d'informatique, Internet, bibliothèque informatisée
- Option musique à l'École Vincent-d'Indy
- Utilisation des équipements du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)
- Enrichissement culturel au contact d'élèves venant de pays étrangers
- Enseignement de l'espagnol

Cours secondaire complet, en externat et en pensionnat, pour jeunes filles seulement

SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Télécopieur: (514) 735-5266
Site Web: www.psnm.qc.ca • Courriel: admission@psnm.qc.ca

Examens d'admission

Samedi, 23 octobre
de 9h à 12h

Samedi, 6 novembre
de 9h à 12h

Charest croit qu'il faut sortir le Québec de la morosité

PIERRE APRIL

Presse Canadienne, QUÉBEC

Si les grands dossiers de la santé, d'Emploi-Québec, de l'éducation et de la fiscalité devront être repris et débattus avec beaucoup de vigueur dès la reprise, demain, des travaux parlementaires, le chef de l'opposition et du Parti libéral du Québec, Jean Charest, souhaite que cette nouvelle session soit aussi l'occasion « de proposer des choses, de semer de l'enthousiasme, d'être positif, de lever la morosité ».

« Ça fait trop longtemps qu'on gère la décroissance, a-t-il précisé au cours d'une entrevue. Le gouvernement de Lucien Bouchard va de crise en crise. Il faut offrir de l'espoir. »

L'opposition devra continuer à jouer le rôle traditionnel de critique qui lui incombe, « exiger des réponses claires », mais cela ne devra pas, selon le leader libéral, l'empêcher de remplir un deuxième mandat qu'il s'est donné et dont il a déjà commencé à parler auprès de ses instances et dans des rencontres avec des citoyens de toutes les régions du Québec lors des tournées qu'il a effectuées au cours de l'été.

Un nouveau mandat qui consiste à susciter un peu plus d'enthousiasme et d'espoir dans la population, à redonner de la fierté aux Québécois qui n'ont pas eu beaucoup d'occasions de se réjouir au cours des dernières années.

« On a un double mandat, a expliqué M. Charest. Celui d'être l'opposition dans le sens traditionnel et celui d'être le gouvernement en attente et qui nous invite à être constructifs. »

Les libéraux s'opposeront et proposeront, a-t-il soumis, « devant un gouvernement qui est plus pyromane que pompier, qui semble constamment attendre les crises pour agir ».

Au cours de la session, les libéraux aborderont de front ce que M. Charest a appelé les incontournables. Ils reviendront évidemment avec les problèmes qui persistent dans la santé. Ils attaqueront dans le dossier Emploi-Québec et ne ménageront pas le ministre de l'Éducation, François Legault.

« On essaiera de faire dire au gouvernement, a indiqué le chef libéral, comment il entend rectifier le tir. On va essayer de forcer le gouvernement à sortir de son "bunker" et de ses états de crise pour le forcer à construire un peu plus. »

La volte-face de la ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, qui a récemment décidé de mettre de côté le virage ambulatoire, un volet essentiel de la réforme de son prédécesseur Jean Rochon, représente enfin le plus bel exemple, selon le leader libéral, que le gouvernement de Lucien Bouchard commence à admettre ses erreurs.

« Il va falloir voir si le gouvernement est prêt à écouter autant l'opposition que les citoyens qui l'interpellent, a ajouté M. Charest. On va essayer de voir s'il est prêt à accepter des propositions pour essayer de changer le ton du débat public au Québec, pour changer les choses. »

Le chef libéral est de plus en plus convaincu que la recherche « des fameuses conditions gagnantes », qui colore chaque décision du gouvernement, est à l'origine des hésitations, des cafouillages, dans tous les domaines cruciaux du développement du Québec. « Le gouvernement ne veut tout simplement pas admettre que, dans sa propre option, il se retrouve dans un cul-de-sac, a-t-il dit. Il n'est nulle part où il doit être pour affirmer le leadership du Québec. Il est assis dans le monde des conditions gagnantes où les Québécois sont absents parce qu'ils sont préoccupés par autre chose. »

La tournée qu'il vient de compléter dans toutes les régions du Québec, durant l'été, a, semble-t-il, montré au chef libéral qu'il est sur la bonne voie, que sa formation a repris un élan, qu'elle évolue bien et qu'elle a adopté les bonnes causes. « Je suis très satisfait de cette évolution », a-t-il affirmé.

« L'équipe libérale, les élus et les militants sont prêts, a-t-il dit. L'An 2000, pour nous, sera l'occasion de nous positionner dans tous les grands débats, dans tous les dossiers, dans toutes les régions. Il y a beaucoup d'enthousiasme. »

SOLDE DE TISSUS

JUSQU'À

50 % DE RABAIS

- Tissus Élégance, un magasin de tissus européens célèbre dans le monde entier, sera à Montréal pour une journée seulement, soit le samedi 23 octobre prochain.

- Plus de 1 000 coupons des plus beaux tissus de laine, de soie, de coton et de lin européens.

En vedette : les couturiers
Armani, Ungaro, Valentino et Versace

UNE JOURNÉE SEULEMENT
LE SAMEDI 23 OCTOBRE DE 9 h À 16 h

HOLIDAY INN MONTRÉAL POINTE-CLAIRE

6700, ROUTE TRANSCANADIENNE (40)

À L'ANGLE DU BOULEVARD ST-JEAN

(EN FACE DU CENTRE FAIRVIEW)

MODALITÉS DE PAIEMENT : COMPTANT • VISA • MASTERCARD

Tissus Élégance

VANCOUVER • TORONTO • LOS ANGELES

2792767



Besoin d'aide ?
Composez l'un de ces numéros d'urgence

5 jours/sem.	Centre de référence du Grand Montréal	☎ 527-1375
24 hrs/7 jours	S.O.S. Violence conjugale	☎ 873-9010 (Ext. 1-800-363-9010)
24 hrs/7 jrs	Protection de la jeunesse (urgence sociale)	☎ 896-3300 ou 896-3100
8 - 24 hrs \ 7 jrs	Déprimés anonymes	☎ 278-2130
24 hrs/7 jrs	Drogue : aide et référence	☎ 527-2626 (Ext.: 1-800-265-2626)
24 hrs/7 jrs	Parents anonymes	☎ 288-5555 (Ext.: 1-800-361-5085)
24 hrs/7 jrs	Suicide - Action Montréal	☎ 723-4000
24 hrs/7 jrs	Tel-Jeunes	☎ 288-2266 (ext.: 1-800-263-2266)
24 hrs/7 jrs	Tel-Aide	☎ 935-1101
24 hrs/7 jrs	Grossesse-Secours	☎ 271-0554
6 jours/sem.	L'Association G.R.A.N.D. (Aide aux grand-parents)	☎ 846-0574
24 hrs/7 jrs	Agression sexuelle (centre pour victimes)	☎ 934-4504
24 hrs/7 jrs	Jeunesse l'écoute	☎ 1-800-668-6868
24 hrs/7 jrs	Jeu: aide et référence	☎ 527-0140 (Ext.: 1-800-461-0140)
18 - 23 hrs \ 7 jrs	Gai Écoute	☎ 866-0103 (Ext.: 1-888-505-1010)
5 jours \ sem.	CLSC de votre quartier ou votre région	
24 hrs \ 7 jrs	CLSC Info-Santé de votre quartier ou votre région	

2791183

LA GRANDE NOUVELLE
INTERMÉDIAIRE DE LA SÉRIE L.
LA DIFFÉRENCE SATURN
EN PLUS GROS.



Pour faire tout autrement



Depuis le lancement de notre populaire série S, posséder une Saturn a toujours été une expérience unique. Pourquoi? À cause de la différence Saturn. Des avantages comme les panneaux en polymère résistants aux chocs et à la rouille, la carrosserie caisson en acier modifiée, l'unique garantie de remboursement de 30 jours et notre fameuse expérience d'achat sans pression ni marchandage. Eh bien maintenant, cette qualité et cette durabilité propres à Saturn se retrouvent dans une grande nouvelle intermédiaire : la série L. Celle-ci est plus généreuse au chapitre de l'espace et encore plus au plan de la performance, avec son moteur V6 DOHC développant 182 HP (en option) qui vous propulse de 0 à 60 km/h en 8,2 secondes! D'ailleurs, les caractéristiques pratiques et le confort accru de la toute nouvelle série L feront l'envie de tous. Mais revenons maintenant à la si populaire série S entièrement redessinée par nos ingénieurs. Elle compte pas moins de 167 améliorations. Voyez-vous, c'est ça la différence Saturn : elle ne cesse de prendre de l'ampleur.



La nouvelle intermédiaire, LS 2000

Série S : nos compacts

SL1 2000 redessinée	SC1 2000	SW2 2000 redessinée
À partir de 15 078 \$ ¹	À partir de 17 298 \$ ¹	À partir de 19 438 \$ ¹

Série L : nos intermédiaires

LS 2000	LW1 2000
À partir de 20 075 \$ ¹	À partir de 25 220 \$ ¹

1 888 4SATURN www.saturncanada.com

Autres modèles 2000 également disponibles: SL à partir de 14 143 \$, SL2 à partir de 18 013 \$, SC2 à partir de 21 679 \$, LS1 à partir de 22 440 \$, LS2 à partir de 24 840 \$ ainsi que les modèles LW2 à partir de 29 430 \$. ¹PDSF incluant le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise si applicable. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes sont en sus.

Le monde Internet

Cyberpresse

technologie@lapresse.ca

Transactionnel bancaire

Internet_Direct•N@t
www.bnc.caBANQUE
NATIONALE

En voiture... sur le Web



Danny J. Sohier

collaboration spéciale

L'automne est une des meilleures saisons pour changer sa voiture. L'hiver approche et votre véhicule actuel a dignement rempli sa mission qui consistait à passer à travers la saison estivale sans engendrer trop de dépenses. Des opinions, des analyses, des conseils, des trucs et des ressources pour vous aider à sélectionner votre futur moyen de transport, vous en retrouverez une quantité appréciable dans la Toile.

De plus, Internet est devenu un allié important si ce que vous cherchez est une voiture d'occasion lorsque votre budget ne vous permet pas un véhicule neuf.

AutolinQ et Sympatico
www.autolinq.com
automobile.sympatico.ca

Les contenus trouvés à ces adresses

ses sont rédigés, en bonne partie, par la même équipe chevronnée d'AutolinQ.

On y trouve des articles concernant les derniers modèles, des analyses objectives, des informations sur le monde des manufacturiers, des dossiers technologiques et des chroniques saisonnières destinées aux consommateurs. En vedette de ce temps-ci : la sélection d'un bon pneu d'hiver.

Toutefois, un des attraits majeurs de ces sites demeure la possibilité d'effectuer une étude comparative entre deux véhicules. Vous indiquez les modèles désirés, et hop ! Un tableau avec des fiches complètes apparaît à l'écran.

Yahoo ! en voiture
autos.yahoo.com

Un des sites les plus complets sur la voiture est celui parrainé par le populaire portail Yahoo ! Cette société réinvente constamment le modèle du succès Internet.

Une de leurs techniques éprouvées est de s'associer avec des sites importants dans un domaine précis afin de produire un contenu et de le publier sous sa propre bannière. Dans le cas de l'automobile, ce sont les sites Autosite, AutoWeb, AutoTrader et Microsoft CarPoint qui agissent à titre de partenaires spécialisés. Le résultat mérite bien quelques minutes de navigation.

Parmi les rubriques à ne pas manquer, on retrouve celle sur

l'entretien d'une voiture. Elle est présentée sous forme d'une gigantesque foire aux questions (FAQ) organisée selon les principaux systèmes d'une voiture.

Si ce sont les fiches techniques qui vous intéressent, vous serez servis à souhait ici. Les fiches actuelles et rétrospectives des dix dernières années pour toutes les voitures disponibles en Amérique du Nord sont accessibles à partir de la page d'accueil.

Hebdo.net
hebdonet

Vous cherchez un véhicule qui a de « l'expérience » ? Hebdo.Net est la version électronique du populaire catalogue de véhicules d'occasion en vente dans toutes les tabagies.

Le site Web offre plusieurs avantages sur sa contrepartie papier. En plus de ne pas avoir à se déplacer pour se le procurer, la consultation est gratuite. En tout temps, il est possible de bouquiner dans plus de 10 000 annonces de véhicules à vendre.

La recherche par modèle et par manufacturier est un atout indéniable qui permet de trouver promptement la voiture désirée. Ne manquez surtout pas de consulter le guide des autos d'occasion qui vous informera sur les avantages, les désavantages, les performances, les caractéristiques et le prix actuel du modèle que vous cherchez. Ces

informations sont accessibles en tout temps lors de la consultation d'une petite annonce.

Innovaq
www.innovaq.qc.ca

Beaucoup moins important que le site Hebdo.Net en terme de nombre d'annonces et de fonctionnalités, ce site offre gratuitement l'inscription de votre petite annonce. Un bon début pour ceux qui désirent taquiner le marché des internautes.

Répertoires motorisés
www.autodirectory.com
www.autologique.qc.ca/carrefour

Le monde motorisé s'est taillé une place de choix dans Internet. Il est impossible de pouvoir tout décrire en une seule chronique. Je vous propose les deux répertoires suivants qui vous aideront à mieux vous y retrouver.

Le premier est un site anglophone. Il s'agit du plus gros répertoire consacré au domaine de l'automobile. Plus de 6500 liens classés adéquatement permettent aux internautes d'accéder rapidement aux sites des manufacturiers de véhicules, des fabricants de pièces et des revendeurs d'accessoires. De plus, le fanatique de l'automobile y retrouvera de très bonnes pistes qui le mèneront vers les meilleurs « e-zines » et les sites consacrés aux collectionneurs.

La deuxième adresse pointe vers

le carrefour Internet de l'automobile. Un site francophone qui offre une sélection éditoriale des meilleures ressources dans ce domaine.

L'État des routes
www.mtq.gouv.qc.ca/etat_routes

Je vous invite à inscrire cette adresse dans votre carnet de signets. Les habitués de ma chronique savent que je publie cette adresse à chaque mois d'octobre depuis quelques années. Elle pointe vers une page très utile du site Web du ministère des Transports qui indique l'état des routes principales au Québec.

L'hiver québécois est rigoureux et les conditions changent sans avertissement. Une visite éclair dans cette page avant un périple routier vous permettra de mieux calibrer votre conduite.

En vrac...

SAAQ
(www.saaq.gouv.qc.ca)

Guide Auto
(www.guideauto.com)

Jacques Duval
(multimax.infinet.net)

CarPoint
(carpoint.msn.ca)

La semaine prochaine : l'Halloween. Joignez l'auteur de cette chronique à

danny@sohier.org

En vedette à Telecom 99 : mobile et Internet intégrés

Agence France-Presse
GENÈVE

Quelque 200 000 visiteurs se sont pressés au salon Telecom 99 qui, organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), s'est achevé hier à Genève après une semaine placée sous le signe de l'intégration de la téléphonie mobile et de l'Internet.

Les exposants ont présenté des téléphones mobiles donnant un accès direct à l'Internet et ses services, permettant de voir des vidéos

ou encore de commander à distance des distributeurs automatiques.

Parmi les opérateurs, le Finlandais Sonera avait en démonstration un téléphone mobile actionnant à distance des distributeurs de boissons gazeuses grâce à la technologie « Bluetooth » qui permet de connecter plusieurs appareils sans fil. Déjà opérationnels en Finlande depuis deux ans, les terminaux « bluetooth » permettent également de faire nettoyer sa voiture, faire des photocopies ou des photos d'identité sans utiliser de pièces.

Autre point fort de Telecom 99, le premier fabricant mondial de téléphones mobiles, le Finlandais Nokia, a présenté son dernier né qui, grâce au protocole WAP, donne accès à certaines informations via Internet.

Sonera a ouvert un service WAP en Finlande, mais l'accès est limité à un choix de sites (informations, météo, annuaire) et chaque service est payant.

« Les opérateurs voient dans les services Internet à la fois une source de revenus et un moyen de

fidéliser le client », a estimé Laurent Guyot, chargé du marketing chez Alcatel. Les opérateurs, confrontés à la chute des tarifs mobiles, voient dans le commerce électronique et l'Internet un nouveau marché.

En vedette encore lors de Telecom 99, les projets de téléphonie mobile par satellite qui ont retenu l'attention avec le lancement de Globalstar (consortium fondé en 1991 à l'initiative des Américains Loral et Qualcomm) ainsi que la présence de Skybridge, d'Alcatel.

Économisez \$\$\$\$\$\$
des centaines de dollars

TROUSSES DE REMPLISSAGES POUR IMPRIMANTES À JET-ENCRE

Encre de couleur ou noire
5 à 40 remplissages selon la cartouche

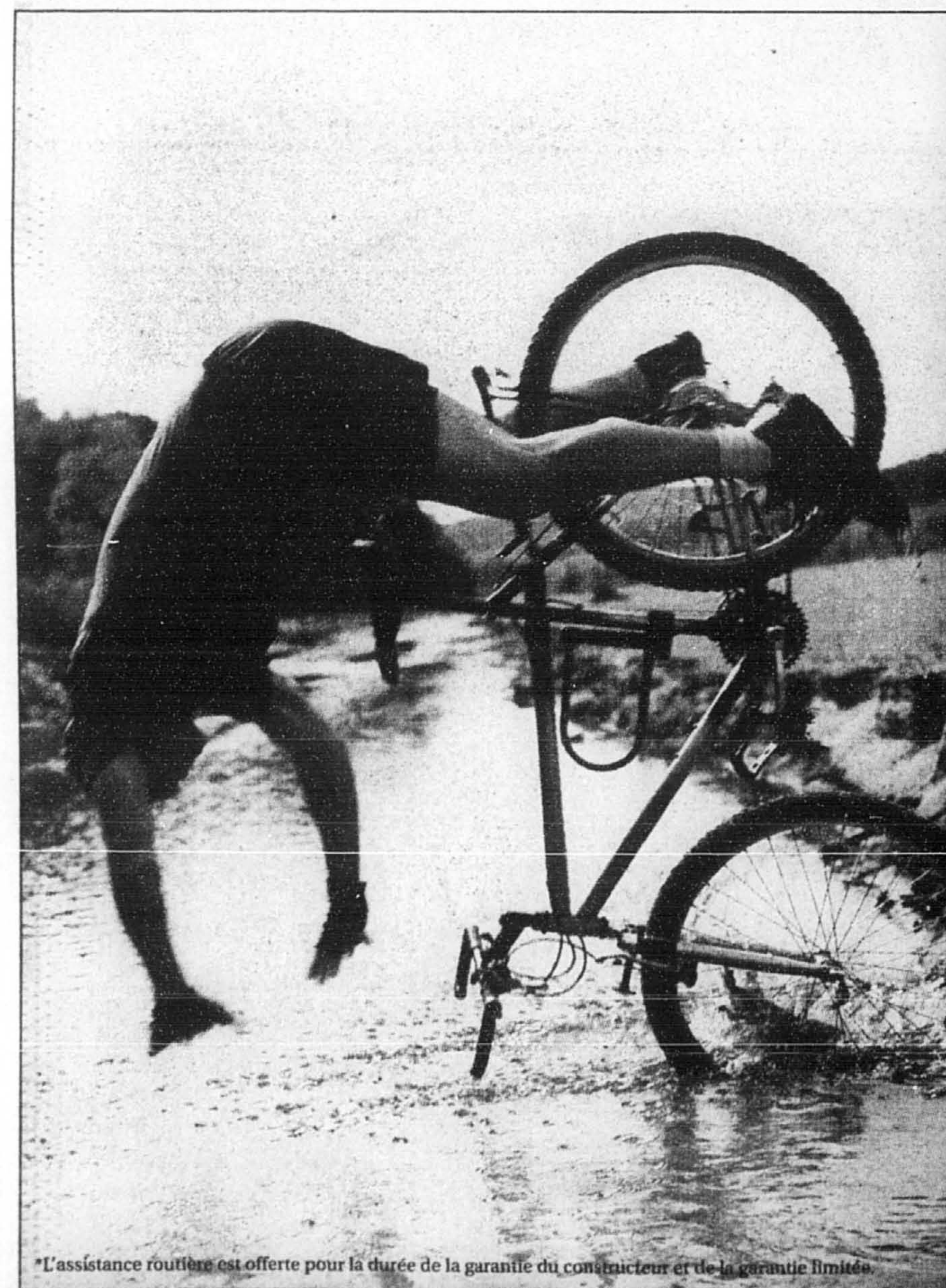
69.95\$

COMMANDEZ MAINTENANT
1-800-465-4118

Région de Montréal 450-465-3941

IMPRIMANTES • CARTOUCHES • LOGICIELS

Justmar Info VISA



*L'assistance routière est offerte pour la durée de la garantie du constructeur et de la garantie limitée.

Nos freins ne vous laisseront pas tomber.

Soyez sans crainte. Tous les véhicules d'occasion Qualité Certifiée de Ford sont équipés de freins qui ne vous feront pas faux bond. Car, avant d'être certifié, chaque véhicule a fait l'objet d'une évaluation du niveau d'usure des freins, une étape importante de notre inspection rigoureuse en 100 points. Vous pouvez aussi compter sur notre garantie limitée de 12 mois ou 20 000 km, en plus de la garantie d'origine du constructeur. Et avec notre assistance routière 24 h sur 24 h* et l'important réseau de concessionnaires Ford qui appuie ce programme, vous pouvez partir tranquille. De plus, les concessionnaires Qualité Certifiée de Ford vous offrent une garantie de remboursement après trois jours d'essai ou 500 km. Alors avoir un véhicule d'occasion et l'esprit en paix, c'est enfin possible.



De cœur et d'acier
www.ford.ca

Action Ford Ltée 4901, rue Jean-Talon O. Montréal (514) 731-8271	Avenue Ford Vente Ltée 4463, boul. des Sources Roxboro (514) 685-1330	Fairview Ford Lincoln Inc. 575, boul. Saint-Jean Pointe-Claire (514) 697-2241	Lasalle Ford Inc. 7927, boul. Newman Lasalle (514) 363-3673	Les Ventes Ford Brunelle Ltée 144, boul. Arthur-Sauve Saint-Eustache (514) 491-1110	Mont-Royal Ford (1982) Inc. 2275, rue Mont-Royal E. Montréal (514) 326-9111	P.E. Boisvert Auto Ltée 2, boul. Marie-Victorin Boucherville (450) 653-1301	Vaudreuil Ford Lincoln Inc. 161, boul. Joseph-Carrier Vaudreuil (450) 455-3338
Automobiles Métro Sud Inc. 411, boul. Saint-François Châteauguay (450) 691-9811	Carignan Ford Inc. 1840, chemin Chambly Carignan (450) 658-3704	Garage P. Venne Inc. 947, rue Notre-Dame Repentigny (450) 581-0120	Le Salon Ford (1982) Ltée 1130, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent (514) 332-3850	Le Circuit Ford Lincoln Ltée 6300, boul. Henri-Bourassa E. Montréal (514) 325-4790	Montmorency Ford (1997) Inc. 7225, boul. Taschereau Brossard (450) 678-9940	Roger Bernard Automobiles Inc. 30, boul. Don-Quichotte De Perrot (514) 453-3850	Versailles Ford (1993) Inc. 4650, rue Jean-Talon E. Saint-Leonard (514) 376-8180
Automobiles Pierre Brault Ltée 3141, boul. Taschereau Greenfield Park (450) 671-6115	Chartrand Ford (Ventes) Inc. 1610, boul. Saint-Martin E. Laval (450) 669-6110	Jacques Olivier Ford Inc. 1495, chemin Chambly Saint-Hubert (450) 445-3673	Castel Ford Lincoln Ltée 12455, rue Sherbrooke E. Montréal (514) 645-7441	Mont-Bruno Ford Inc. 177, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Basile-le-Grand (450) 653-3613	Morand Ford Lincoln Ltée 4105, route 132 Sainte-Catherine (450) 632-1340	Terrebonne Ford Inc. 2730, chemin Gascon Terrebonne (450) 968-9000	
Chomedey Ford Inc. 2455, boul. Curé-Labelle Laval (450) 688-9200	Lachine Ford Inc. 3175, rue Victoria Lachine (514) 637-5811			Ovale Ford Lincoln Inc. 6435, rue Saint-Jacques O. Montréal (514) 489-3831			